

peuple et culture

numéro 12 - février 1995

la lettre de

*D'hier à demain :
un cinquantième anniversaire
qui interroge le passé et se saisit
des enjeux actuels,
pour mieux appréhender l'avenir*

Université d'été 94 à Saint-Marc-sur-Mer : la relève semble assurée !



EDITORIAL

3

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

4

L'économie solidaire,
une forme de reconquête du travail salarié ?
Les finalités du vivre ensemble,
parole et action, conditions de l'humanité

5 - 7

8 - 10

LES CONTOURS DU 50^e ANNIVERSAIRE

11 - 12

HISTOIRE

13

Une histoire équivoque et inépuisable :
vers Peuple et Cultures ?

14 - 16

Un long combat inachevé pour
une libre action culturelle démocratique
Petite utopie du passé...

16 - 21

22

L'action collective de formation
de Sallaumines-Noyelles

23 - 26

Une expérience de formation avec
le mouvement pour le Planning familial
Les comités d'étude et de proposition

26 - 27

28 - 29

BREVES

30 - 31

Voici donc, en ce début d'année 1995, le deuxième numéro de La Lettre consacré au cinquantenaire de Peuple et Culture. Dans le précédent, nous vous avons invités à découvrir les thématiques inscrites au cœur de l'Université d'été qui devait se tenir à Saint-Marc-sur-Mer les premiers jours de septembre. Nous avons choisi la même entrée cette fois, pour revenir sur les principaux contenus de ces journées, en reprenant l'essentiel des propos tenus par deux des conférenciers invités à cette occasion : Jacques Archimbaud sur le thème de l'économie solidaire comme élément de réponse à la crise du travail et de l'emploi (pages 5 à 7), et Jean-Pierre Le Goff sur les enjeux de l'espace public - éclairés par la lecture à la fois historique et philosophique qu'en propose Hannah Arendt - et sur la place des mouvements d'éducation populaire dans ce contexte (pages 8 à 10).

Ce faisant, nous avons bien conscience de ne retranscrire qu'une partie des échanges survenus lors de cette Université d'été maritime, aussi bien lors des séances plénières que dans les ateliers ou dans les temps libres consacrés à la découverte du marais de la Grande Brière, à la pratique sportive, au farniente sur la plage ou aux plaisirs gastronomiques. Mais nous connaissons la limite des comptes rendus et la difficulté qu'il y a à mettre en mots, pour ceux qui y ont pris part, la chaleur de l'accueil reçu, la beauté du site, la richesse des contacts noués ou renoués, dans les discussions théoriques et la présentation d'expériences tout comme dans les moments de détente. Vous devrez donc vous contenter, sur ce chapitre de la rencontre humaine, de ces quelques lignes d'évocation, destinées à vous mettre l'eau à la bouche à retardement... et à vous inciter à vous associer aux prochaines manifestations liées à ce cinquantenaire de notre association, notamment aux journées anniversaire de septembre 95 qui tenteront de recréer la même atmosphère, avec la mer en moins et la montagne en plus (voir page 12).

Mon précédent éditorial vous promettait un premier aperçu du travail engagé sur l'histoire de Peuple et Culture. C'est ce que visent les textes réunis dans la deuxième partie de la présente Lettre. Ils ne prétendent pas, en si peu d'espace, vous offrir un condensé des recherches entreprises ou des analyses ébauchées, encore moins une vision compacte et cohérente des cinquante années écoulées. Leur rapprochement cherche simplement à vous faire découvrir, à partir des contributions qui nous sont parvenues, l'esprit dans lequel nous souhaitons enclencher l'élaboration d'une mémoire collective qui intègre le témoignage de différents acteurs et prenne en compte la diversité de leurs approches et de leurs motivations, en fonction de leur génération, de leur environnement géographique et de leur mode d'inscription dans le mouvement. Il ne s'agit donc que d'une entrée en matière, d'un assortiment que les débats et les productions à venir devront compléter. Mais il permet aussi de retrouver, à la fois d'un point de vue théorique et sous l'angle plus pragmatique des exemples d'actions, les impératifs, si justement mis en avant par Jean-Pierre Le Goff et si fortement réaffirmés par Peuple et Culture aujourd'hui, de reconnaissance et de partage d'une culture commune nourrie d'expressions plurielles, où vie quotidienne, éducation et création soient en communication directe et s'enrichissent mutuellement.



Saint-Marc-sur-Mer, septembre 1994.
Tout près de la plage qui abrita *Les vacances de Monsieur Hulot*
de Jacques Tati, c'est l'heure de la pause café sous les arbres...



... au beau milieu d'une réflexion et de discussions animées
sur les places respectives du travail, de la culture
et de l'espace public dans nos sociétés.
Et pour donner à chacun des repères et des perspectives
qui aillent au-delà de notre appréhension quotidienne,
qui ressituent et réorientent peut-être notre action
d'éducation populaire, les deux interventions
de Jacques Archimbaud et Jean-Pierre Le Goff.

L'économie solidaire

Une forme de reconquête du travail salarié ?

Le processus global d'enrichissement que connaît la France depuis une vingtaine d'années n'est plus à démontrer : les principales mesures économiques - PIB, Revenu national... - convergent dans ce sens. Pourtant, le progrès social poursuit une évolution inverse : l'offre de travail salarié se fait rare, les emplois précaires connaissent un développement exponentiel, le chômage et, nouveau terme, l'exclusion sont en augmentation continue. La corrélation croissance-plein emploi a cessé de fonctionner. Ainsi, les efforts réalisés dans les années 86-90 pour créer des emplois (7 à 800.000 créations) ne sont pas parvenus à compenser les ressources supplémentaires en main d'œuvre, chaque année plus importantes sur le marché du travail.

Parallèlement, pendant cette période, le temps et les conditions de travail ont connu une très faible fluctuation, quelle que soit la conjoncture. Si la modernisation et l'automatisation ont permis de supprimer certains emplois pénibles ou inintéressants, la qualité du travail ne s'est guère améliorée. Elle est même soumise à des exigences de

plus en plus fortes de la part des entreprises. Quant à la réduction du temps de travail, importante depuis un siècle, on voit son mouvement se ralentir, voire stagner, depuis une dizaine d'années.

Le travail, y compris s'il se fait plus rare, continue néanmoins d'avoir des effets de socialisation positifs : il libère le travailleur de la sphère domestique ou de l'enfermement dans une seule communauté, il est un facteur d'identité et d'auto-reconnaissance, il permet l'acquisition du statut de citoyen qui contribue à la formation de la richesse collective.

Finalement, on aboutit à une situation quelque peu paradoxale : la société produit plus de richesses avec un nombre d'heures de travail proportionnellement moins grand qu'auparavant ; le volume de travail se trouve alors capté par une partie de la population au détriment des conditions dans lesquelles il s'exerce pour ceux qui en jouissent, et surtout, au détriment d'autres qui se trouvent ainsi exclus du marché de l'emploi.

Ce texte reprend l'intervention faite par Jacques Archimbaud lors de l'Université d'été 1994 de Saint-Marc-sur-Mer.

Les effets très limités des politiques publiques

Les politiques publiques ont multiplié et épuisé les tentatives. Certaines d'entre elles, face à la place croissante prise par le chômage dans le débat public, ont consisté à trouver, dans l'urgence, des palliatifs à court terme qui, en réalité, ont différé le problème plus qu'ils ne l'ont enrayé. C'est le cas de la restructuration de l'appareil productif (une manière déguisée d'exporter notre chômage ?), du retrait - temporaire ou non - de certaines couches de la population hors du marché du travail (immigrés, femmes, jeunes, préretraités), ou de l'optimisation de l'appareil de traitement du chômage (réformes du service public de l'emploi).

La mise en place d'une série de dispositifs segmentés d'insertion professionnelle par la formation, dont les résultats sur la situation de l'emploi sont restés très ponctuels, illustre encore la difficulté de l'Etat à trouver des solutions durables.

Une autre tentative a été d'augmenter l'offre de travail en recherchant de nouveaux gisements



J. Archimbaud et le REAS

Jacques Archimbaud est fondateur et directeur général du REAS (Réseau de l'économie alternative et solidaire).

Le REAS est un réseau national composé d'une coopérative et d'une Union d'économie sociale. Bien plus qu'une "boîte à outils" économiques ou financiers, il peut se concevoir comme un mouvement culturel promouvant une nouvelle distribution des relations au temps, à l'espace, à la communication et au travail. Ce réseau se veut être un carrefour d'échange et de réciprocité où coexistent et se croisent la relation marchande classique, le troc, le don, le prêt de temps et le transfert de technologie ou de méthodologie.

►► d'emplois, notamment dans les services de proximité, massifs par la baisse de leur coût et présentés, pour en asseoir la légitimité, comme des débouchés intermédiaires pour des publics en difficulté. Les effets pervers n'ont pas tardé à se manifester : enfermement des publics concernés dans des catégories d'emplois et, par conséquent, discrédit sur ces créneaux, et développement des "petits boulots" ou de ce que Gorz appelle la "nouvelle domesticité"¹.

Le partage de l'offre de travail salarié

Une piste, non encore testée mais très débattue dans les médias, consisterait à partager le travail. En dehors de mesures coercitives en faveur de la limitation des heures supplémentaires ou de l'interdiction du cumul des emplois - dont l'effet ne serait pas négligeable -, il y a la réduction du temps de travail. Les nombreuses études portant sur la question montrent qu'elle requiert un certain nombre de conditions pour être efficace : la réduction doit être massive, elle ne doit pas pénaliser les salaires les plus faibles ni la compétitivité des entreprises les plus fragiles ; elle doit s'accompagner d'une augmentation de la durée des équipements et d'une réorganisation du travail ; enfin, pour qu'elle se concrétise, elle doit avoir un effet de contrainte légale et être négociée sectoriellement en adaptation aux territoires et secteurs spécifiques.

1 - Métamorphose du travail, quête du sens, Galilé, 1991.
2 - "Le chèque du temps choisi", in Pour, n° 137, juin 1993, Le travail en question.

Outre la difficile application de cet ensemble de conditions, on se heurte en France à une forte segmentation des statuts et des niveaux de rémunération, à la faible interchangeabilité des postes de travail, à une qualification sociale et professionnelle très liée à l'entreprise.

Le partage de l'offre de travail salarié a pu aussi être conçue autrement qu'en réduisant le temps de travail, notamment par le retrait volontaire du marché du travail, sous la forme, par exemple, d'années sabbatiques, de pré-retraites progressives ou d'emplois partagés. De quelle manière serait ensuite utilisé le temps ainsi libéré ? La question reste ouverte. L'idée de "chèque-innovation", développée par François Plassard², à savoir l'octroi d'un financement de départ conditionné par l'occupation d'une activité d'utilité sociale ou d'innovation technologique, paraît intéressante.

L'économie solidaire

Puisque l'efficacité des politiques publiques est restée limitée et que le chemin restant à parcourir vers le partage du travail paraît porteur d'espoir, certes, mais long et parsemé d'obstacles, il nous faut reconquérir le travail : l'économie solidaire en est une forme originale et appropriée.

Qu'est-ce qu'une activité dans l'économie solidaire ?

C'est une nouvelle offre de production ou de services qui s'apparente, sur de nombreux points, à

Débat avec la salle

Points communs, différences et complémentarités entre l'économie solidaire et l'économie marchande ?

Le critère de l'aide ne peut permettre de distinguer ces deux économies dans la mesure où toutes les formes d'économie sont actuellement subventionnées. En revanche, la nature du projet sur lequel l'entreprise fonde son existence est un critère de distinction : l'entreprise

classique a pour objectif de faire du profit, alors que l'entreprise solidaire, même si elle réalise des profits, place l'homme au centre de son projet. Cela dit, le projet humain ne suffit pas non plus à caractériser l'entreprise solidaire. Sa véritable originalité provient de son côté pluriel, de l'ensemble des facettes sur lesquelles elle joue simultanément : elle combine, de façon consciente, démocratique

et organisée, des économies jusqu'alors séparées (économie marchande et économie de subvention), des acteurs, des compétences, des logiques complexes de fonctionnement et de rapport au travail (responsabilisation du salarié et du consommateur, adaptation des formes de travail à l'environnement...). Finalement, l'économie solidaire repositionne le travail dans un ensemble beaucoup plus vaste

que ne le fait l'économie marchande. Des passerelles peuvent se nouer entre économie solidaire et économie marchande : outre la dimension marchande de l'économie solidaire, des entreprises classiques peuvent être amenées à collaborer avec des entreprises solidaires, notamment par l'investissement en capital ou la mise à disposition de cadres. Pour tenter de cerner la frontière entre l'écono-

mie solidaire et l'économie classique, prenons l'exemple du service aux personnes âgées dépendantes. Ce type de service s'apparente à de la solidarité à deux niveaux : d'une part, c'est la prise en charge collective de besoins de personnes, d'autre part, sans aide aucune, ce service ne pourrait exister en dessous d'un certain seuil de revenus et d'inscription dans la production marchande. Pourtant la prestation donne lieu à

l'emploi traditionnel mais qui repose sur des activités socialement ou écologiquement utiles.

Ces activités peuvent prendre corps dans des secteurs à forte valeur ajoutée, à basse consommation de capital, diffuseurs de travail et non encore investis, volontairement ou non, par l'entreprise classique ou les pouvoirs publics. Ce sont par exemple des activités liées à l'écologie, à l'énergie, à la culture, au social...

Leur financement est pluriel. Ces activités étant souvent en dessous du seuil de rentabilité établi par le capital, la combinaison de diverses ressources s'impose : ressources de la vente des produits ou services, financements publics, ressources de transferts, investissements privés d'individus ou de groupes. On le voit, le financement de l'économie solidaire est hybride : il intègre à la fois l'économie marchande (par la vente des produits sur le marché), l'économie sociale - subventionnée - et l'économie volontaire : don, épargne...

Pour jouer pleinement le rôle qui est le leur, les activités de l'économie solidaire ne doivent pas être dérogatoires au droit commun ; elles doivent être ouvertes à tous - exclus et salariés de l'emploi traditionnel.

Leur principal intérêt réside dans la logique de citoyenneté qu'elles réintroduisent dans le travail, et ce, à travers la prise en considération de l'ensemble des paramètres qui y sont liés.

Ainsi, dans l'économie solidaire, on se préoccupe de la filière depuis le producteur jusqu'aux

effets de la production sur l'environnement, en passant par le consommateur et la relation employeur-employé, laquelle doit reposer sur une norme démocratique et contractualisée. Coopération entre les générations et les territoires, échanges de savoir-faire professionnels sont également des exigences de l'entreprise solidaire.

Celle-ci permet donc d'organiser le débat local démocratique par la valorisation de groupes locaux innovants - souvent en conflit ou en tension avec les institutions - et par la tentative de redéployer chez les individus une capacité d'autonomie (que les modes de travail et de relations contemporains tendent à détériorer) et d'initiative.

compte rendu réalisé
par Cathy Vivodtzev

Génération Banlieue

Un exemple d'action qui illustre la démarche du REAS

"Génération Banlieue" est une initiative créée au début des années 90 comme un élément de réponse au chômage et à la désertification économique dans les banlieues, par le soutien à la création d'entreprises locales. Le projet s'est doté d'un outil financier, un Fonds commun de placement à risque, regroupant l'épargne de citoyens et d'entreprises solidaires, et la mobilisant, en collaboration avec des partenaires associatifs et les habitants eux-mêmes, pour permettre l'implantation d'activités économiques dans les quartiers.

trois cas de figure bien différents :

- 1^{er} cas - la prestation est entièrement assurée, elle est assurée par une association spécialisée (à but non lucratif), elle-même financée par les caisses de retraites ou l'URSSAF ;
- 2^e cas - la prestation est entièrement prise en charge par la personne concernée et assurée par la même association ;
- 3^e cas - la prestation est en partie prise en

charge par la caisse de retraite ou l'URSSAF et en partie payée par la personne, elle est gérée cette fois-ci par une entreprise commerciale à but purement lucratif. Laquelle de ces trois situations concerne l'économie solidaire ? Aucune, même si la troisième s'en rapproche. Pour répondre à ce type de service, l'économie solidaire consisterait à créer, avec les habitants de la ville, une

association ou une coopérative ad hoc. Le service serait assuré par les habitants eux-mêmes, via la structure qui, au préalable, aurait repéré la demande, fait participer l'usager à la définition du produit et, éventuellement, à la fixation du prix. Le financement du service serait triple : ressources des collectivités locales, des caisses de retraite, de l'URSSAF..., du consommateur lui-même., de l'habitat

Comment arriver à ce que l'économie solidaire ne connaisse pas les mêmes dégradations que l'économie marchande ?
L'économie solidaire revisite ce qu'on a appelé l'économie sociale. L'économie sociale s'est construite sur des bases corporatives : elle s'est préoccupée à juste titre de la répartition du capital et des modalités de prise de décision. En revanche, et c'est là où l'économie soli-

daire la dépasse, l'écologie contemporaine, la nature du produit, l'organisation du travail, le processus de production ont très peu été pris en compte. L'économie marchande et l'économie sociale ont fait primer une logique - celle du technicien, celle du porteur de capital - au détriment des autres. Cette lacune est un des facteurs d'explication de l'institutionnalisation de ces économies.

Les finalités du vivre ensemble

Parole et action, conditions de l'humanité

*Ce texte reprend
l'intervention faite
par Jean-Pierre
Le Goff lors de
l'Université d'été
1994 de Saint-
Marc-sur-Mer.
Jean-Pierre
Le Goff est socio-
logue au CNAM,
président du
club Politique
autrement,
auteur du livre
Le mythe de
l'entreprise,
La Découverte,
2^e édition 1995.*

Chez H. Arendt, la notion d'espace public est inséparable de la parole et de l'action. C'est par la parole et l'action, par leur mise en commun, que les hommes tissent entre eux un certain type de liens définissant un espace qui n'est pas matériel, celui de l'espace public. Ce qui rend le monde humain c'est la parole que les hommes portent sur lui et qui leur permet d'agir. L'homme lui-même ne parvient à son humanité que s'il débat et agit avec d'autres hommes.

Quelles sont donc les caractéristiques de cet espace public ?

L'espace public, conçu comme réseau de relations humaines, peut se créer par l'initiative même des hommes.

Les hommes y sont égaux - non pas d'un point de vue matériel - mais parce qu'aucune parole ne peut se prévaloir d'un argument d'autorité sur une autre. Ce qui fonde la démocratie, c'est la libre parole des hommes. La notion de citoyenneté est donc inséparable de celle d'égalité.

Quand les hommes parlent entre eux d'un sujet commun, chacun est amené à se révéler tel qu'il est dans son individualité unique. L'objet commun de discussion est éclairé avec la propre personnalité de chacun. C'est ce qui permet l'enrichissement du débat et rend possible la démocratie. Le monde est humain quand on peut en discuter.

Les hommes ont la capacité de créer des événements, la faculté de liberté (je suis libre, parce que je suis capable de prendre une initiative et d'agir avec les autres). Pour H. Arendt, le monde chrétien a perdu la notion grecque d'action pour amener l'homme dans une dimension d'intériorité personnelle.

Avant d'approfondir ce qu'est l'espace public, il convient d'insister sur ce qu'il n'est pas dans le modèle grec. En sont exclus le monde de l'intériorité subjective et, surtout, le travail, car ce dernier relève de l'entretien de la vie, au sens biologique du terme.

La discussion autour du travail est une concep-

tion nouvelle en politique. Le passage de la notion de cité à celle de société est caractéristique de la domination du travail : les préoccupations liées à la reproduction de la vie sont devenues premières dans le débat politique. Or, pour H. Arendt, le travail, même s'il est nécessaire, n'est pas une faculté qui définit l'homme dans ce qu'il a de spécifiquement humain. L'apparition de la "société", c'est l'avènement, dans l'espace public, de l'économie et des problèmes d'organisation. La politique est complètement centrée là-dessus. La société, pour H. Arendt, c'est l'organisation publique du processus vital.

Avec l'idéologie du progrès, le triomphe de la catégorie du travail, le monde moderne est aussi marqué par la montée de la sociologie. Alors qu'auparavant, l'homme qui débattait pouvait agir, les sciences humaines se focalisent sur la question du "comment ça fonctionne ?" On assiste ainsi à la perte de la capacité à débattre, préalable à la prise d'initiative. À la limite, le travail est devenu le modèle de l'ensemble des activités sociales (or, une notion qui signifie tout, ne signifie rien). Parce que le monde moderne a tout ramené au travail, il a écrasé les différences de nature entre les activités : s'éduquer n'est pas travailler... H. Arendt nous oblige à être plus fins dans la catégorisation des activités humaines. L'hégémonie du temps de travail, c'est l'hégémonie du "comment" sur le "pourquoi". Le monde moderne est centré sur le "comment ça marche", quelle que soit la finalité et l'objet sur lequel porte l'activité. En matière de motivation au travail, le management ne tient pas compte du produit, mais seulement du processus. Or, le fait que l'objet puisse être vu socialement est un élément fondamental de la motivation dans le travail (l'exemple du bâtiment est de ce point de vue tout à fait caractéristique). Pour les Grecs, toute activité ne prenait son sens que par rapport à sa finalité propre.

Quelles sont donc, et cette fois d'un point de vue positif, ces "finalités du vivre ensemble" ?

Dans le système grec, il s'agissait de défendre

l'honneur, de développer la puissance de la cité. Aujourd'hui, cela pourrait vouloir dire que des sujets comme l'éducation, l'exclusion, engagent une conception du vivre ensemble. Si l'on suit les traces de la pensée de H. Arendt, au lieu de prendre l'exclusion comme un simple problème économique et social, il convient de le subordonner à une question plus fondamentale : quels types de rapports humains et quel type de société va-t-on développer si on maintient l'exclusion ?

Si l'on revient aux mouvements d'éducation populaire, on peut se demander en quoi ils ont contribué à la création de cet espace public, en quoi ils ont été, ou non, un facteur décisif de cette dynamique de citoyenneté. De mon point de vue, ces mouvements ont participé à la constitution de cet espace public jusqu'à il y a une trentaine d'années. C'est ce qui donnait sens à l'activité d'éducation populaire : les militants étaient portés par une certaine conception de l'homme et de la dynamique citoyenne. Est-ce qu'il y a eu ou non continuité ? Je ne le pense pas : il y a eu rupture et crise, et on est encore en plein dedans. Il faut prendre la mesure de ces ruptures. Le glissement des termes est, de ce point de vue, tout à fait significatif : éducation populaire - éducation permanente - formation continue des adultes - formation professionnelle. La

réécriture de l'histoire selon une ligne de continuité harmonieuse sert à légitimer les pratiques actuelles. Elle masque l'érosion progressive des finalités premières de l'éducation populaire.

Quelles sont les idées fortes qui ont structuré l'identité de ces mouvements ?

- La lutte contre l'obscurantisme (qui remonte aux Lumières) : l'autonomie de jugement est une finalité très importante.

- La volonté d'unir par la culture, de former un monde commun par la culture. C'est l'idée de décloisonnement social : par l'éducation populaire il y a une culture commune aux hommes, quelles que soient leurs origines.

- La notion de partage et d'enrichissement du patrimoine commun. "Rendre la culture au peuple et le peuple à la culture". La première partie de la phrase s'élève contre l'idée que la culture appartient à une classe, qu'elle est le privilège d'une classe donnée ; la seconde suppose qu'il y a une culture du peuple qui doit enrichir le patrimoine. C'est l'idée d'aller-retour, d'enrichissement réciproque. Il s'agit plutôt de rajouter un sens du concret, de la technique, de tout ce qu'il y a de nouveau, "l'enseignement supérieur de la vie" dont parlait Péguy.

- La nécessité d'une méthode, ou pédagogie, pour diffuser la culture.



Débat avec la salle

Ce que je retiens, c'est votre invitation à débattre, expérimenter et mettre en réseau. Il me semble que ça ressemble assez bien à ce qui se fait dans Peuple et Culture, même de manière empirique. Cela nous donne des perspectives : de réflexion, autour du débat, et d'expérimentation, autour de l'action. Je pense que l'on n'est pas actuellement en capacité de réfléchir de façon cohérente sur ce que l'on fait. Mais, ce serait se vouer à l'inertie et à la stérilité que de s'enfermer dans cette recherche, impossible actuellement, du modèle qui nous permet-

trait d'agir avec certitude. Ce que l'on a à faire, c'est précisément expérimenter tout en débattant autour de cette expérimentation (même si cela nous met dans des modes de faire inconfortables).

JPLG : Nous sommes dans une période où il faut revenir sur le passé de façon critique pour en dégager des potentialités nouvelles. Un des enjeux actuels reste la question du partage de la culture (au sens classique) par le plus grand nombre. L'intégration et la lutte contre les inégalités ne sont pas qu'économiques et sociales. Bien sûr, l'expérimenta-

tion est importante, mais il faut aussi développer une réflexion théorique. Le manifeste devrait être réécrit de façon à redéfinir une nouvelle identité, au minimum, fixer des repères. Il faut aussi des éléments de repères structurants sur la base desquels se développent les expérimentations, sinon, ces expérimentations risquent d'éclater. En effet, comment éviter l'émiettement ? Est-ce qu'on peut penser que ce qui va sortir comme point global va être la somme de ces éléments-là ? ou est-ce qu'il n'y a pas une réflexion autonome à mener en même temps que ce qui se dégage ?

Ce n'est pas une question simple. Il est nécessaire de repasser par là : il faut un corpus. Peut-il venir du bilan et de la centralisation des pratiques ? Il y a beaucoup de choses qui aident mais cela ne suffit pas ; l'accord sur une vision de l'homme et du vivre ensemble nécessite un débat démocratique, mais cette vision n'est jamais l'émanation pure des pratiques. Pour confronter la pratique, il faut des repères. On ne peut enclorre la discussion sur la théorie et la réflexion philosophiques concernant la conception de l'homme, ses finalités, dans une synthèse de la pratique parce qu'elle nous renvoie à une tradition qu'il convient d'inter-

roger à chaque fois et qui nous permet de regarder notre pratique. Sinon, avec quels outils examiner la pratique ? L'autre risque, c'est qu'il y ait juxtaposition entre le discours éthique et les pratiques. Entre le discours sur les valeurs et les pratiques, il y a un élément intermédiaire : le manifeste. Bien sûr, on ne peut pas le décréter. La leçon que je tire du militantisme, c'est qu'on ne peut pas tout faire : il y a un type d'exigence de construction intellectuelle et théorique qui n'est pas le même type d'exigence que celui de la pratique et de sa synthèse. L'illusion des années 70 était de vouloir tout globaliser. ➤➤



- Le lien de ces structures avec la montée du mouvement ouvrier et de la question sociale.

- Le fait que les mouvements d'éducation populaire soient inséparables d'une dynamique sociale et d'une marche de l'histoire où l'avenir est envisagé comme un tout positif.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Où est passé le mouvement social dans lequel s'inscrivaient ces mouvements d'éducation populaire ? L'institutionnalisation de ces derniers est corrélative d'une perte de cette dynamique sociale (au milieu des années 70) et de l'éclatement de la classe ouvrière. Elle correspond également à la déstructuration d'une représentation de l'avenir positive, au minimum discernable ; aujourd'hui, l'avenir est tracé en point d'interrogation dans tous les domaines. La période actuelle semble être la fin d'une période historique, c'est peut-être une période intermédiaire. On ne peut pas décréter un nouveau mouvement historique. Nous sommes dans une période où il faut expérimenter, mettre en réseau. Dans ce contexte, il y a un enjeu fondamental : la revalorisation de la culture générale, non pas simplement liée à une dimension professionnelle et technique, mais dans la dimension de la culture au sens classique du terme.

Par rapport à la tradition d'éducation populaire,

deux défauts sont à éviter : affirmer que tout cela est ringard, que le passé ne peut nous être d'aucune utilité ; ou au contraire avoir un discours nostalgique du type "c'était vraiment le bon temps...". Il y a un rapport au passé en termes de promesse inaccomplie (cf. Ricœur) : dans le passé, il y a du futur antérieur. D'une génération à une autre, il y a un effet de rupture, mais jamais de rupture absolue. L'illusion de la modernité consiste à toujours réinventer. Entre les deux, il y a ce rapport au passé en termes de promesses inaccomplies. Quelles sont-elles au niveau de l'éducation populaire ?

- la réduction de l'écart entre le créateur et le public, le spécialiste et le profane, les classes instruites et les autres ;

- l'importance de la culture générale face à la complexité de l'ensemble des problèmes posés à l'homme contemporain.

Ces aspects, dans notre situation, sont absolument centraux. Travailler sur le passé, c'est redonner des repères car on ne part jamais de rien et, fournir un minimum d'éléments de repères, permet aux gens de discuter sur les grands défis qui sont posés à notre société. Les idéaux de l'éducation populaire sont inséparables de ceux de la citoyenneté.

compte rendu réalisé
par Catherine Beaumont

Est-ce que l'entreprise et le travail peuvent être appréhendés sous l'angle de l'espace public tel que décrit par H. Arendt ?

JPLG : Sur la société moderne, la seule leçon que l'on pourrait tirer des écrits de H. Arendt est celle d'une critique du libéralisme du point de vue des conséquences qu'il induit en matière de "vivre ensemble" : est-ce qu'une communauté historique peut accepter dans ses formes des exclus sans statut de citoyens ?

Ce que je tire de H. Arendt, c'est que la conception du vivre ensemble est aussi une notion de justice et une conception de la citoyenneté. Il y a quelques dizaines d'années, c'était

dans le travail que se jouait l'essentiel de la citoyenneté. A partir de l'entreprise et du travail, on pensait reconstruire l'ensemble de la société. Or, la finalité de l'entreprise est la production (pas à n'importe quel prix, bien sûr), et ce n'est pas dans ce lieu-là que se joue l'essentiel de la démocratie et de la citoyenneté (la démocratie peut être envisagée au niveau de l'entreprise dans une perspective de contrôle, mais pas en termes de partage du pouvoir : l'entreprise ne peut être pensée sur le modèle de l'espace public).

De la culture et des cultures

JPLG : Un aspect de la culture générale est complète-

ment nié, celui du contenu culturel qui nous renvoie à un débat sur la conception du vivre ensemble, de l'homme... C'est une dimension qui est complètement écrasée par l'hégémonie de l'utile, la fétichisation des outils et le triomphe de ce modèle de l'utilitarisme qui se développe sur fond de crise des références communes ; c'est ce que j'appelle la "nouvelle barbarie douce". En effet, plus on s'enfonce dans l'hégémonie de la technique et de la science, plus on assiste au retour des fondamentalismes (le nazisme est né dans une société très performante techniquement, il représente la montée de l'irrational dans une société technicienne ; on constate

également qu'il y a beaucoup de scientifiques et de techniciens dans les mouvements fondamentalistes musulmans). Même si le travail et la technique sont utiles à la société, il faut prendre garde au syncrétisme.

En ce qui concerne la question de la conception ethnologique de la culture, deux problèmes se posent : si la façon de s'habiller, de boire, est aussi culturelle que l'œuvre, comment dépasser l'émiettement ? quel est le fonds culturel commun ? Le risque de cette conception ethnologique de la culture c'est qu'elle est sans limites : "comment veux-tu discuter avec moi, tu n'es pas de ma tribu". Une telle

approche de la culture risque de donner une image éclatée de la nation. C'est un défi très important du point de vue de la citoyenneté et par rapport à ce que disait Peuple et Culture en 46 : la culture unit les différentes catégories sociales pour une nation vivante. Nous sommes dans une période où il faut en même temps reconnaître les identités spécifiques mais aussi, et surtout, les points communs capables de rassembler ; sinon il n'y aura plus de citoyenneté, mais une logique de la différence menant à l'éclatement. Il convient de maintenir l'exigence première : un monde commun à travers une culture commune.

Les contours du 50^e anniversaire

Tout un programme sur l'histoire et l'actualité de Peuple et Culture

Au lendemain de l'Université d'été, le comité de pilotage chargé de la préparation du 50^e anniversaire a repris la seconde grande étape de ses travaux, tirant les leçons des journées de Saint-Marc-sur-Mer. Il en résulte une série de manifestations - journées d'étude ou soirées-débat - autour des deux volets du cinquantenaire : l'appropriation collective de la mémoire de Peuple et Culture et la réflexion autour des thématiques du "partage du travail, partage de la culture, partage de l'espace public". A côté de ces espaces de débat, le travail de restitution de la mémoire - orale et écrite - des associations nationale et régionales se poursuit, sous la responsabilité d'un sous-groupe du comité de pilotage spécialement chargé de l'histoire.

L'ensemble de cette réflexion trouvera son aboutissement lors des journées anniversaire, programmées à Echirolles (dans l'agglomération grenobloise) du 31 août au 3 septembre 1995.

Appropriation de la mémoire collective

Sous une forme différente à chaque fois, nous avons voulu consacrer un temps privilégié à chacun des principaux fondateurs de Peuple et Culture - Benigno Cacérès, Joffre Dumazedier, Paul Lengrand et Joseph Rovin - afin que soient éclairées quelques-unes des facettes de leur implication dans l'association. Le 6 décembre 94, dans ce lieu hautement symbolique qu'est l'Unesco, Paul Lengrand nous a présenté son dernier ouvrage, *Le métier de vivre*, qui relate son expérience de militant d'éducation permanente. Le 13 janvier dernier, Joseph Rovin est venu témoigner, non sans émotion, de ses trente-trois années passées au sein du mouvement. La séance consacrée à Joffre Dumazedier, au printemps 95, abordera les principaux aspects de son engagement de responsable associatif et de chercheur. Enfin, la future parution d'un ouvrage collectif retraçant le par-

cours personnel et militant de Benigno Cacérès sera l'occasion, en juin prochain, de lui rendre hommage.

Sous la houlette de Jean-François Chosson, la journée d'étude du 11 février 95, à la Cité Internationale Universitaire, permettra de réunir des militants - jeunes et anciens - et des partenaires qui ont croisé la route de l'association afin de parcourir ensemble, au travers de témoignages d'acteurs et d'analyses d'experts, une étape de la (ré)appropriation de la mémoire de l'association au cours de ce demi-siècle. Conçue non pas comme un colloque commémoratif mais bien comme une séance d'exploration commune, cette manifestation vise à appréhender le passé sous l'angle des préoccupations actuelles auquel il renvoie et, par là, des perspectives d'avenir qu'il permet d'esquisser pour Peuple et Culture.

Parallèlement à ces séances, Jean-François Chosson a entrepris "une tournée des régions", l'occasion pour lui de confronter sa lecture de l'histoire de Peuple et Culture (dont le texte des pages 14 à 16 de ce présent numéro reprend les grandes lignes) à d'autres approches portées par les acteurs passés et présents des associations membres de l'Union. Plus que l'émergence de conflits ou de contradictions parfois refoulés, il s'agit là - et la rencontre à Tulle en décembre dernier l'a bien montré -, de construire une vision commune de l'histoire au sein de laquelle chacun, dépassant ainsi les divergences, puisse se retrouver. La soirée de Grenoble (26 janvier 95), puis celles qui suivront dans les autres associations, devraient permettre d'aller plus avant dans cette démarche.

En outre, un travail de sondage a été entrepris dans les archives nationales et régionales, en fonction d'entrées spécifiques. Il doit être complété par un certain nombre d'entretiens avec les por-



➤➤ teurs de telle ou telle association, expérimentation, innovation ou tendance.

Tous ces éléments devraient converger et, en fonction de leur degré d'aboutissement, ils pourront constituer la matière première d'un ouvrage de lecture de l'histoire de Peuple et Culture telle qu'elle est appréhendée aujourd'hui.

Approfondissement des thématiques

Défrichées tout au long de l'année 94, travaillées collectivement au cours de l'Université d'été de Saint-Marc, les thématiques retenues pour le cinquantenaire - partage du travail, de la culture et de l'espace public - continuent d'être approfondies dans le cadre de soirées-débat organisées à Paris et en régions (voir leur présentation dans le précédent numéro de *La Lettre* et ci-dessous le détail des rencontres programmées).

Les journées anniversaire

Elles se tiendront symboliquement à Echirolles, dans l'agglomération de Grenoble, du 31 août au 3 septembre 95.

La réflexion reposera sur la problématique "Travailler, créer, agir ensemble dans la cité : quels nouveaux enjeux pour l'éducation populaire ?". En intégrant à la fois des éléments historiques et thématiques, nous chercherons à réfléchir au rôle et à la place des associations d'éducation populaire aujourd'hui et demain, au regard des enjeux d'une redistribution des temps sociaux : travail, culture, loisir et engagement citoyen. Le rôle éducatif qui peut et doit être celui de Peuple et Culture face aux mutations du travail, le maintien d'une autonomie de pensée et d'action dans un contexte de fragili-

sation des corps intermédiaires et d'orientation spécifique des financements publics, sont autant de pistes de travail qu'il s'agira d'explorer et de questionner.

Fidèle à ses principes originels, cette Université d'été placée sous le signe du 50^e anniversaire, combinera des temps d'analyse et de débats avec des moments d'expérimentation et de loisir vécus collectivement. Ce concept sera même approfondi cette année puisque des ateliers de pratiques artistiques et culturelles, ceux-là mêmes que les associations Peuple et Culture proposent à leurs publics, seront organisés. En correspondance directe avec la problématique générale des journées, ils viendront illustrer et enrichir la réflexion en montrant concrètement le type d'alternative que PEC peut proposer dans un contexte où l'identité des individus et des groupes ne peut plus se fonder sur la seule valeur travail. N'est-ce pas aussi dans le "faire-ensemble" que l'on apprend à se connaître et à échanger ? Le vécu d'une activité "labellisée PEC" constitue un point de départ pour tenter une analyse des pratiques et une formalisation des savoir-faire. Enfin, mettre en place des ateliers de pratique, c'est offrir la possibilité d'autres moyens d'expression et, par là, reconnaître que l'inscription dans Peuple et Culture ne passe pas exclusivement par le débat théorique.

Aller-retour entre théorie et pratiques, et activités de détente ponctueront ce temps fort de l'histoire de Peuple et Culture et contribueront à tracer, selon une formule chère à Jean-François Chosson, les routes géographiques du futur...

Cathy Vivodtzev pour
le comité de pilotage

Calendrier des manifestations

Journées/soirées "mémoire"

- Séances consacrées aux fondateurs : Paul Lengrand, 6/12/94, à Paris ; Joseph Rovin, 13/01/95, à Paris ; Joffre Dumazedier, 21/04/95, à Paris ; Benigno Cacérès, juin 95, à Paris.
- Journée sur l'histoire : 50 ans d'histoire pour demain, vers Peuple et Cultures ?, 11/02/95, à Paris.

Soirées-débat thématiques

- *Pratiques culturelles du temps libre*, avec Joffre Dumazedier, le 8 décembre 94, PEC Languedoc-R., à Montpellier.
- *Mouvements musicaux, signification et appartenance*, avec Marc Touché, le 15 décembre 94, PEC Allier, à Montluçon.
- *Les "18/20", rencontres sur le thème de la citoyenneté*, PEC

Isère, à Grenoble (voir pp. 30 et 31).

- *Apprendre pour comprendre et combattre l'exclusion : vivre ensemble*, séances de réflexion à partir de janvier 95, PEC Loire-Atlantique, à Nantes (voir pp. 30 et 31).
- *Vers une révolution du travail ?*, avec Jacques Archimbaud, le 7 février 95, PEC Corrèze, à Tulle.
- *L'ère du partage*, avec Jean Vassileff, le 10

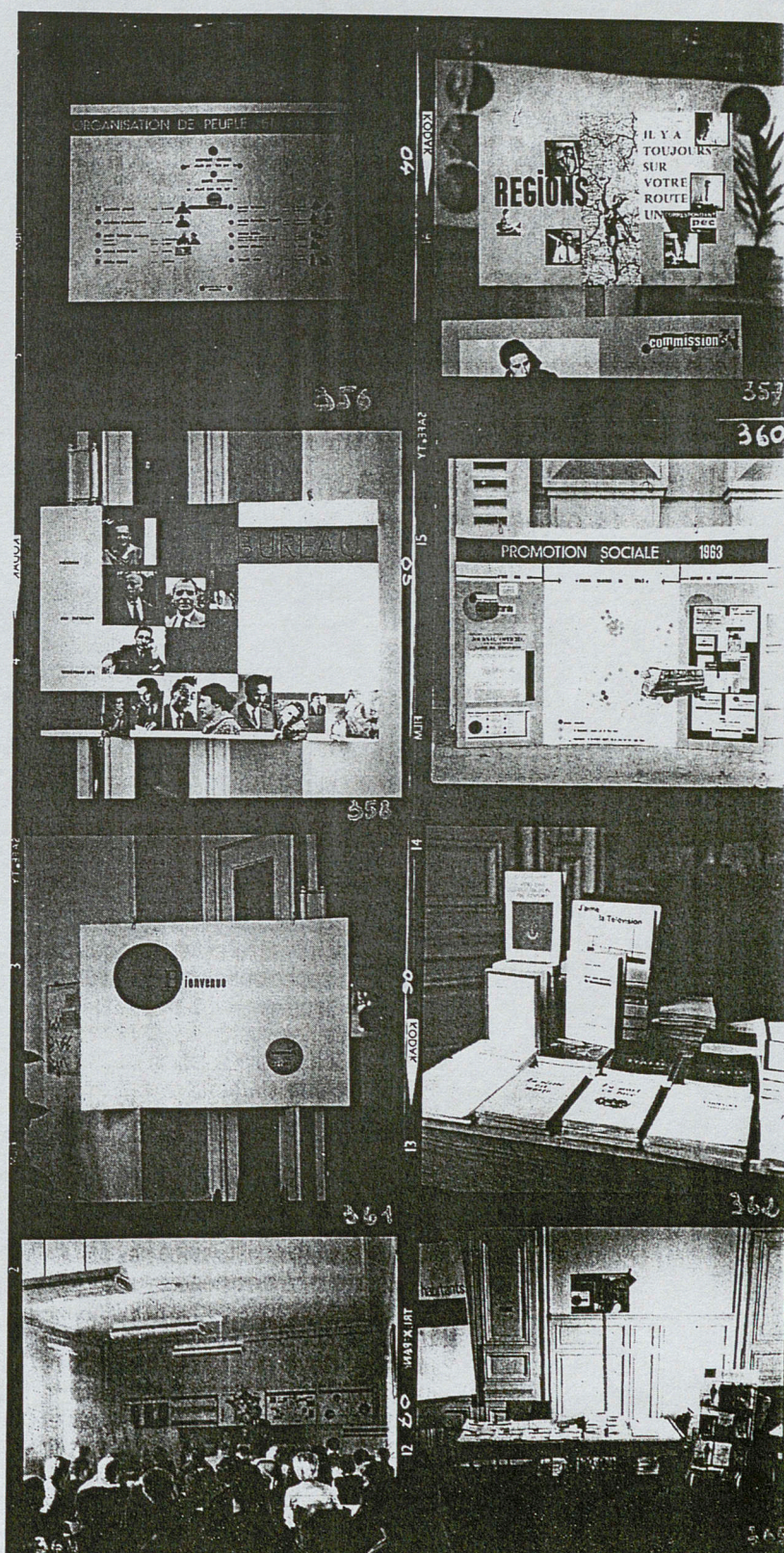
février, PEC, à Paris.

- *Pays, paysans, paysage*, avec Henri Cueco, 1^{er} trimestre 95, PEC Corrèze, à Saint-Pardoux-la-Croisille.

Journées anniversaire

- *Travailler, créer, agir ensemble dans la cité : quels nouveaux enjeux pour l'éducation populaire ?*, du 31 août au 3 septembre 95, à Echirolles (38).

Retour en arrière
et arrêt sur images.
Les témoignages
qui suivent vous proposent
un petit voyage dans le
temps pour contribuer,
avec des entrées et des
points de vue différents,
à la construction d'une
mémoire commune.
Plutôt que de les lire
comme des bribes
d'épopée ou des histoires
particulières,
nous vous invitons à les
relier entre eux.
A voir comment ensemble,
en harmonie ou en tension,
ils recomposent
même partiellement
le rôle joué par Peuple et
Culture sous l'impulsion
de ses militants nationaux
et régionaux :
en résonance avec les
mesures législatives ou
financières prises par l'Etat
ou au contraire dans les
interstices de l'action
publique, et avec une
conception plus ou moins
tranchée du rapport
de l'association
à la sphère du politique.



Assemblée générale de Vauclercsson, 1964.



Une histoire équivoque et inépuisable

Vers Peuple et Cultures ?

1995, une année de rencontres autour de l'histoire et de l'avenir de Peuple et Culture dans le cadre de son cinquantenaire. Ainsi, le 11 février, à Paris, les différentes générations qui se sont succédé dans l'association auront l'occasion d'échanger autour de cette histoire à partir d'une problématique proposée par Jean-François Chosson.

“ L'histoire est équivoque et inépuisable” nous dit Raymond Aron dans son *Introduction à la philosophie de l'Histoire*¹. Elle est équivoque : il nous appartient d'établir des chronologies fines, de cerner les faits avec rigueur, de vérifier les sources de l'histoire de notre mouvement national, de nos régions, des réalisations significatives ; mais à partir de ces fondements, le débat doit être la règle. Il n'existe pas de science de l'histoire qui permettrait une totale objectivité sur ces cinquante années que nous venons de vivre “pleines de bruit et de fureur”. La vérité, si elle existe, n'est pas de l'ordre de la science mais des chemins toujours à découvrir en fonction des convictions fortes qui fondent notre existence.

Elle est inépuisable : chaque génération reconstruit l'histoire en fonction des problèmes auxquels elle est confrontée. Notre conception de l'histoire est instrumentale. Nous ne sommes pas une société académique. Nous ne voulons pas réifier le passé ou construire des mausolées mais partir des problèmes présents. Une génération est marquée par un événement fondateur qui lui donne une commune vision du monde. Aussi, à l'occasion de ce préambule, un cadre de travail vous est-il

proposé. Il appartiendra à chacun d'entre nous de l'accepter - ... ou d'en suggérer un autre - mais, au fil de nos recherches, il nous est apparu opératoire pour la réflexion et pour l'action. Nous nous sommes appuyés pour cela sur notre mémoire bien entendu, mais aussi sur la consultation des archives, les écrits des sociologues et historiens, les entretiens avec les grands témoins.

Trois étapes, représentant trois ensembles générationnels, peuvent être distinguées.

1945-1967 : Peuple et Culture

C'est l'intitulé même du Manifeste fondateur : “Un peuple, une culture”. Dans un pays ruiné, en proie à des conflits internes, émergeant de la longue nuit de l'occupation, Peuple et Culture contribue, en toute autonomie mais en collaboration avec les forces sociales organisées, à la reconstruction de la Nation par l'élaboration collective d'une culture commune. Héritiers des soldats de l'An II, du Front populaire, de la Résistance mais aussi de Rousseau, de Condorcet, de Michelet, ses acteurs veulent lutter contre les inégalités culturelles en s'appuyant sur les symboles, les langages, les modèles qui sont au fondement de l'Etat-Nation, mais également par l'invention de méthodes originales afin de permettre aux groupes sociaux, en particulier les plus défavorisés, de formaliser l'expérience acquise dans les luttes sociales : “la culture part de la vie et retourne à la vie”². Il convient d'éviter le double piège d'un académisme détaché de la vie quotidienne et d'un populisme exprimant des sentiments spontanés, et de consolider le nécessaire passage par l'ascèse de l'apprentissage, la confrontation solitaire avec des œuvres fortes, la réflexion en groupe méthodiquement conduite. Cette volonté doctrinale, exprimée sous une forme mobilisatrice, n'est pas surgie inopinément. Les premiers militants de Peuple et Culture avaient 20 ou 25 ans à l'époque du Front populaire. Comment

1 - Gallimard, 1986.

2 - Le Manifeste de Peuple et Culture, 1945.

n'auraient-ils pas été marqués par cet élan de tout un peuple découvrant le bonheur d'aller au devant de la vie, par les grands rassemblements festifs et chaleureux, par la création collective dans les communautés associatives, aidés dans leur choix par des gouvernants qui étaient aussi des hommes de culture ? La politique culturelle du Front populaire a été la matrice qui a créé les conditions, en 1945, d'une rencontre de femmes et d'hommes qui ont su formaliser les espérances de 1936 en intégrant les apports inaliénables du combat commun contre les forces délétères du fascisme parce que "le sommeil de la raison enfante des monstres" (Goya)... Durant plus de 20 ans, les Universités d'été, les publications, les rencontres internationales ont maintenu cette ligne directrice malgré la guerre froide et les aléas de la politique politicienne : créer les conditions d'une culture commune à tout un peuple, symbole du Progrès, de la Science et du sens de l'Histoire.

1967-1979 : Peuples et Cultures

Entre 1967 et 1979, les fondateurs sont toujours activement présents dans le mouvement, accompagnant la mise en place des conquêtes institutionnalisées par les lois et les organisations mises en place dans les années soixante et qui, désormais sous le concept de développement culturel, ont inscrit la formation des adultes et l'action culturelle comme une composante fondamentale des politiques publiques. Fidèles gardiens de l'autonomie du pouvoir culturel, ils pratiquent une politique d'alliances tournantes sur des fronts différenciés. Mais dès 1967, les alizés annonciateurs de l'ouragan de Mai 68 ont promu le "droit à la différence" dans les organismes dirigeants, les universités et les groupes de travail de Peuple et Culture. Certes, l'énergie cinétique, les amitiés issues de la Résistance et la qualité des travaux permettent à l'équipe fondatrice d'entretenir des liaisons fonctionnelles avec les grands commis modernisateurs de la V^e République et la communauté scientifique, mais les associations régionales portées par les nouveaux mouvements sociaux et toujours en butte aux immuables conservatismes locaux peuvent-elles adopter la même stratégie... même si les finalités restent toujours présentes et prégnantes ? Le "droit à la différence", basé sur des alliances préférentielles, est activement soutenu par la majorité des régions mais également par les féministes et les minorités actives, il est théorisé par les sociologues critiques et les ethnologues séduits par le relativisme culturel désormais pris en compte par les militants tiers-mondistes, et même dans les

organisations internationales, telle l'Unesco. Volonté de continuité ? Persistance dans les amitiés et estime réciproque malgré les affrontements ? Dans ces années de tous les débats, ... qui ont été aussi celles de beaucoup de naufrages, Peuple et Culture a "persévéré en son être" en suscitant les conditions du jaillissement des peuples et des cultures.

1979-1995 : Peuple et Cultures

En 1979, les fondateurs quittent définitivement le mouvement. A l'image des héros de Sartre, les néo-responsables sont désormais "seuls, libres et sans excuse...". Il importe certes de gérer le patrimoine matériel et intellectuel mais aussi de défricher des voies inédites dans une société confrontée à une crise économique génératrice de chômage, aux déchirures sociales, au crépuscule des philosophies de l'histoire et du progrès, sans que les centres de décision, de l'Europe à la commune, aient trouvé leur équilibre.

Cette période, à Peuple et Culture, est marquée par trois tendances majeures :

Tout d'abord, l'apprentissage institutionnel (non terminé...) d'une adaptation à un contexte où l'Etat-Nation de 1945, suivi de l'Etat-Providence des années 60, laisse progressivement place à un Etat animateur à la recherche d'une nouvelle stratégie entre l'Europe, les régions, le localisme quelquefois tenté par le tribalisme. La fédération Peuple et Culture devient statutairement l'Union Peuple et Culture. Dans les faits, le maintien de financements et d'agrèments nationaux, mais aussi la nécessité de cohérences donnant une visibilité nationale à des actions novatrices mais dispersées, devront créer les conditions d'une synergie féconde et dont le modèle reste à inventer.

Par ailleurs, Peuple et Culture devient un collectif de travail où bénévoles et permanents sont désormais accompagnés par des travailleurs précaires - TUC, CES, contrats à durée déterminée ou objecteurs de conscience - qui trouvent dans l'association un (premier) marche-pied vers le monde du travail. Entreprise d'un style nouveau, tentative amorcée d'une économie solidaire, Peuple et Culture doit associer rigueur gestionnaire et capacité à mettre en œuvre des financements de sources très diversifiées.

Enfin, dans un climat compétitif entre associations, et de plus en plus entre associations et secteur commercial, Peuple et Culture se doit d'innover. Mais désormais, l'innovation n'émane plus d'un centre national soutenu par la société savante ; elle émane des pratiques sociales, formalisées dans des groupes de travail où les chercheurs contri-





buent à élaborer des modèles transférables dans quatre secteurs de base : l'action culturelle, les méthodes de formation des adultes, les relations internationales, le développement rural. Peuple et Culture œuvre ainsi, à partir du croisement des cultures, à créer les conditions d'une véritable citoyenneté dans la cité. "Le droit à la différence", s'exprimant par des créations collectives de qualité, trouve son aboutissement normal dans le "droit à l'indifférence" des appartenances ethniques ou sociales par l'invention commune d'une manière de vivre ensemble. La culture est d'abord ce qui distingue, puis ce qui rassemble dans un peuple plus que jamais porteur de notre combat fondamental contre les inégalités culturelles.

... Et au fil des jours, Peuple et Culture invente un nouveau type d'organisation, associant dans une même démarche la rigueur gestionnaire d'une entreprise qui doit veiller à la productivité de ses investissements, le caractère démocratique et convivial de la loi de 1901, la volonté de rester fidèle tout en faisant fructifier le patrimoine d'une institution qui a profondément marqué ce demi-siècle par la vigueur de sa pensée et la qualité de ses réalisations. Aujourd'hui Peuple et Culture est un espace de médiation, où se croisent et s'expriment les cultures pour construire ensemble une citoyenneté nationale intégrant la dimension européenne et locale, mais toujours porteuse des Droits de l'Homme, des volontés de la Résistance, du combat obstiné pour un pouvoir culturel autonome dans la cité.

Alors aujourd'hui et demain, Peuple et Cultures.

Jean-François
Chosson



Un long combat une libre action

"A l'occasion du cinquantième anniversaire de Peuple et Culture, il est utile d'évoquer la mémoire de notre mouvement, tant les conjonctures et les modes d'idées qui se sont succédé depuis sa création ont risqué plusieurs fois de le détourner de ses objectifs fondamentaux. Mais comment saisir cette mémoire ? Et qu'est-ce qu'une mémoire collective d'un mouvement culturel toujours respectueux des différences individuelles ?"

*Ce texte est
extrait d'une
contribution plus
longue de Joffre
Dumazedier.*

C'est dans les années 30 que, pour la première fois, Maurice Halbwachs tenta de préciser les propriétés et la dynamique de la mémoire collective qui, dans chaque institution, constitue une sorte de mentalité commune distincte des mémoires individuelles auxquelles à la même époque Bergson réduisait la mémoire.

Pourtant Halbwachs observait déjà que la mémoire collective d'une famille, d'une entreprise, d'une association, peut être plurielle, variant avec ses principaux membres. Il en est probablement ainsi pour un mouvement d'éducation populaire comme le nôtre. L'image dominante du mouvement n'est probablement pas la même pour Paul Lengrand, Joseph Rovin, Benigno ou Geneviève Cacérés et pour moi-même, pour ne citer que les principaux responsables parisiens. Si nous évoquons les grands leaders de Haute-Normandie, du Nord ou de Corrèze que j'ai connus, les différences risquent encore d'être plus grandes.

Je crois pourtant que ce que je vais évoquer de ce long combat que nous avons mené pour une action culturelle (informative ou éducative) démocratique, autonome (résistant à toutes les tentatives de noyautage ou d'appropriation par les formations politiques de la majorité ou de l'opposition) intéressera certains, en toute génération, qui s'interrogent en profondeur sur l'identité sociale de notre mou-

inachevé pour culturelle démocratique

vement socio-culturel, aujourd'hui comme hier.

Au contraire, d'autres se méfieront. La mémoire collective peut aussi isoler des nouvelles conditions économiques, sociales et culturelles d'aujourd'hui. C'est toujours de la mémoire fondatrice que se réclament toutes les organisations conservatrices et "intégristes" dont le renouveau actuel ne laisse pas d'être inquiétant. C'est toujours en s'enfermant dans ce genre de mémoire que "les morts gouvernent les vivants" selon le mot d'Auguste Comte. Ce n'est pas de cette mémoire dont il s'agira dans mon propos, évidemment. [...]

Ce que je me propose de faire, c'est d'expliquer par quelles expériences sociales et politiques menées depuis ma jeunesse, j'en suis arrivé à concevoir notre mouvement en 1944, en pleine clandestinité. [...]

Préparer les mentalités nécessaires au progrès réel

Pendant la période 1935 - 1940, j'ai cherché comment je pourrais contribuer à l'activité politique nécessaire, en particulier face à la montée de l'hitlérisme. Je réalisais aussi que mes convictions pacifistes devaient être mises provisoirement dans les nuages de l'utopie en attendant des jours meilleurs. Je suis d'abord entré aux étudiants socialistes, puis aux étudiants communistes, enfin aux étudiants frontistes qui s'étaient constitués sur les idées de Gaston Bergery soucieux de donner aux idées de gauche sur la justice et la liberté une base plus proche des réalités économiques, sociales et politiques de ce moment-là.

Je les trouvais tous plus ou moins enfermés dans une logomachie où les idéologies remplaçaient trop souvent l'observation scientifique des situations, où les interprétations dogmatiques ou partisans tenaient la place des explications objectives, où les propositions utopiques ou opportunistes tenaient lieu de décisions à court et à long terme fondées sur une prévision probabiliste des résultats. [...]

Un livre paru à cette époque allait renforcer mes convictions. Ce livre dénonçait avec talent le renoncement à la pensée scientifique et critique des intellectuels engagés et ce, quel que soit leur

engagement, pour une justice nouvelle ou la conservation de l'injustice ancienne. Ce livre de Julien Benda avait un nom qui parlait de lui-même : *La trahison des clercs*¹. Je n'en partageais pas tout à fait la thèse qui vise avant tout les erreurs, les mensonges, les mythes que des intellectuels, exercés à les dénoncer ailleurs, supportent et même pratiquent aveuglément quand il s'agit d'organismes qui luttent pour leur engagement social, politique ou religieux. Je ne sais si "le parler vrai" est vraiment possible dans une logique de guerre des formations partisans en lutte pour le pouvoir. Il y a des degrés plus ou moins intolérables du parler faux. Mais ce livre m'a convaincu plus que jamais que les idées progressistes avaient besoin d'un mouvement socio-culturel indépendant d'un parti quelconque, totalement libéré des servitudes inévitables de la stratégie et de la tactique d'une guerre visant à s'emparer du pouvoir, à l'attaquer ou le défendre. Un tel mouvement pourrait préparer plus librement les mentalités nécessaires au progrès réel de la justice et de la liberté dans les institutions d'une société plus démocratique. C'est toujours mon espérance.

C'est avec de telles idées dans la tête, de tels sentiments dans le cœur, que j'ai abordé le problème de l'acceptation ou du rejet de la proposition qui m'allait être faite en 1941, en pleine débâcle militaire, de participer à l'aventure si controversée de l'école nationale de la jeunesse d'Uriage.

Après une déroute militaire qui m'avait conduit de l'aéroport de la ligne Maginot jusqu'au collège pyrénéen de Vic-Bigorre, je m'étais proposé de rendre service à une jeunesse sans travail, totalement déboussolée, qui circulait à travers la France. Après un stage sur ces questions au château de la Faulconnière animé par l'école des cadres de la jeunesse, j'ai été chargé de la direction pédagogique du camp des jeunes chômeurs de Saint-Étienne. Là, j'ai développé des activités d'entraînement physique et mental qui ont attiré l'attention de l'état-major de l'école récemment installé au château d'Uriage : un émissaire de Dunoyer de Segonzac, dit "le vieux chef", est venu me proposer de devenir instructeur national de cette école. J'ai hésité.

Il me faut insister un peu plus sur mes apprécia-

1 - Grasset, réédition 1990.



➤➤ tions. Car certains d'entre nous ont mis et mettent encore Uriage au centre de la mémoire de Peuple et Culture. Mon avis est qu'il y a beaucoup d'équivoques dans cette filiation. Quand Bernard-Henri Lévy accuse Uriage d'avoir été l'expression d'un "fascisme aux couleurs de la France", c'était vrai pour quelques-uns, mais faux pour le plus grand nombre des collaborateurs de Dunoyer de Ségonzac. C'est contraire à la vérité, et nous sommes plusieurs, Beuve-Méry, Chombart de Lauwe et moi-même, à avoir répondu, chacun à sa façon, à cette calomnie de B.H.L. Il y avait parmi nous quelques petits chefs au comportement fort peu démocratique mais c'était une petite minorité, et tous étaient hostiles à la doctrine national-socialiste. Tous adhéraient aux valeurs de l'humanisme du vieux chef. N'oublions pas, d'autre part, que le fond de l'équipe d'Uriage rassemblée par le capitaine de cavalerie Dunoyer de Ségonzac était constitué par des officiers de cavalerie d'origines diverses. Mais le vieux chef avait réuni aussi des intellectuels dans la ligne d'Emmanuel Mounier de la revue *Esprit* et du père Maydiou, dominicain de la vie intellectuelle. Si j'ai hésité, c'est que ces hommes n'appartenaient pas à mon milieu humaniste, laïc de gauche. Mais des entretiens avec Dunoyer de Ségonzac m'ont convaincu de sa volonté sincère de rassembler à Uriage tous les courants de pensée de droite et de gauche décidés à opposer une résistance sans défaillance au nazisme et à ses suppôts français. Il savait mes convictions. Il n'a pas hésité à me demander de traiter au bureau d'études, à côté de Beuve-Méry, spécialiste des questions internationales, les problèmes sociaux et pédagogiques. J'ai donc accepté l'invitation parce qu'elle était pour moi un acte d'union nationale contre l'occupant nazi. Je ne l'ai jamais regretté. [...]

Quand je fus chargé par Dunoyer de Ségonzac de préparer avec la CGT du Dauphiné des camps d'accueil dans le Vercors pour les jeunes ouvriers qui refusaient le service du travail obligatoire (STO) en Allemagne, l'organisation ne comportait qu'un petit nombre d'instructeurs nationaux de l'école d'Uriage. Dans les équipes volantes, il n'y avait guère que Benigno Cacérès qui avait été instructeur national à Uriage parmi une vingtaine d'autres qui venaient d'ailleurs.

Quand, la paix venue, l'école d'Uriage nous a proposé de constituer un ordre, j'admirai l'idée mais je la refusai. Elle me paraissait inadaptée à l'action culturelle démocratique que je souhaitais. L'ordre ne vit pas le jour. C'est alors que j'ai lancé l'idée de réaliser Peuple et Culture sur une autre base sociale, avec d'autres objectifs éducatifs, ouverts

sur les différentes classes de la population. Parmi les vingt résistants à qui j'ai lancé un appel pour cette fondation, seuls étaient d'Uriage Benigno Cacérès et moi-même. Paul Lengrand apportait une tout autre tradition d'éducation sociale avec son journal d'inspiration marxiste (*L'Étincelle*) ; il allait devenir vice-président. Henry Bonnel, ancien secrétaire général du mouvement laïc des Auberges de la jeunesse, allait devenir le premier secrétaire général. Guy Michaud était un professeur qui allait construire les mots croisés de la revue *Les Lettres françaises*. Geneviève Cacérès était une militante active des Eclaireurs de France, sympathisante de la pensée communiste, etc. Nous étions loin de l'esprit et du milieu d'Uriage, tout en étant reconnaissants à Dunoyer de Ségonzac de ce qu'il avait réalisé avec nous pour la résistance, d'abord sous couvert d'une école officielle de Vichy, puis dans la lutte clandestine. Il avait réalisé une sorte d'union de circonstance. [...]

Mais les sources de l'identité collective de notre mouvement fondé en 1945 viennent de plus loin : dans l'histoire sociale de notre pays, dans le mouvement ouvrier du XIX^e siècle. Le mouvement de la démocratisation des savoirs selon Condorcet, qui voulait "rendre la raison populaire" en ne limitant pas l'instruction à l'enfant et en préconisant un apprentissage de tous pour "s'instruire par soi-même à tous les âges de la vie en toutes conditions"². [...]

Dialogues difficiles avec les intellectuels du parti communiste

Dès le lendemain de la Libération à Grenoble, je fus nommé responsable de la commission de l'éducation du Comité de Libération de l'Isère. Nommé inspecteur principal pour l'académie de Grenoble par Jean Guéhenno, alors directeur de l'éducation populaire dans le ministère de l'Éducation nationale dirigé par André Vienne, j'ai d'abord installé l'administration de l'éducation populaire dans tous les départements de l'académie, d'Annecy à Valence, avec l'équipe de militants culturels que j'avais choisis. Mais surtout, j'avais accepté cette charge à condition d'avoir le droit de lancer un mouvement national d'éducation populaire qui allait s'appeler Peuple et Culture. Ce droit - exceptionnel - fut accordé au fonctionnaire régional que j'étais, avec les nombreux déplacements que j'allais être obligé de faire à Paris, dans les différentes grandes villes de province et les nombreuses sessions d'information et de formation qui exigeaient que je poursuive mon travail de recherche et d'écriture... Ce fut la période la plus passionnante et la plus active de ma vie. Je

2 - Sous la direction de Joffre Dumazedier et Eric Donfu, La leçon de Condorcet, l'Harmattan, 1994.

n'aurais jamais pu mener à bien ce travail colossal sans le dévouement sans faille de Jeanine, ma compagne, et sans le concours enthousiaste de mes premiers camarades de Peuple et Culture. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui l'énergie pionnière de notre mouvement qui venait d'être fondé par les vingt résistants passionnés pour une action culturelle démocratique et indépendante auxquels j'avais fait appel.

Il est difficile aussi d'imaginer ces lendemains politiques de la Libération : de là nos premières difficultés. Le parti communiste, dont les militants avaient joué un rôle capital dans la résistance héroïque à l'occupant nazi, bénéficiait d'un prestige extraordinaire. Malgré tout ce qui nous choquait dans le stalinisme et dans la révolte de Tito contre lui, le communisme portait les espérances humanistes d'un nombre impressionnant d'intellectuels de cette époque, hostiles à la dictature de l'argent et de la classe bourgeoise, partisans d'une libération des ouvriers, des petits paysans, des opprimés. Edgar Morin, qui était plus engagé que moi dans ce grand rêve un peu mystique, a bien décrit cet état d'esprit collectif dans son livre autobiographique intitulé *Autocritique*³.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'à l'intérieur même du parti communiste, s'étaient déjà formés des courants minoritaires qui n'acceptaient pas la dégradante soumission de la création et de la diffusion culturelles au carcan de l'idéologie utilitaire et de la stratégie politique pour conquérir le pouvoir. Bientôt, de cette bataille interne, allaient émerger Georges Mounin, l'auteur de *Avez-vous lu Char ?*, Gabriel Cousin, auteur de *L'ordinaire amour*, Jack Ralite, connu plus tard pour ses états généraux de la culture, de toutes tendances, contre tous les asservissements de cette dernière. Beaucoup d'autres encore... La revue officielle de l'intelligentsia communiste, *La Nouvelle Critique*, allait écrire des articles contre la libre orientation de Peuple et Culture et contre mes écrits en particulier. Mais il y avait aussi ceux qui, dans le parti, s'opposaient à ce jugement dogmatique et sectaire.

Et d'abord les militants communistes qui ont joué un rôle actif au centre de notre mouvement. Je pense d'abord à Geneviève Cacérès et Fernand Laporte, auteurs d'un "Regards neufs sur" *La lecture* et sur *Le tourisme* dans la collection Peuple et Culture aux éditions du Seuil. Beaucoup de militants culturels de Peuple et Culture partageaient leurs convictions, surtout dans les groupes régionaux comme ceux du Nord ou de la Corrèze. Ils n'ont jamais confondu leur engagement politique et leur engagement culturel. Ils ont toujours respecté les principes fondamentaux de notre mou-

vement sur l'indépendance culturelle. Il en fut de même pour les militants de Peuple et Culture plus périphériques comme Claude Quin, co-auteur d'un "Regards neufs sur" *La consommation*, ou Gabriel Cousin, co-fondateur à Peuple et Culture de l'association des camarades du stade et co-auteur d'un "Regards neufs sur" *Le sport*. Les communistes de Peuple et Culture n'ont jamais accepté le modèle du noyautage à tendance dogmatique et sectaire si répandu à cette époque. Pourtant, parmi les militants culturels de Peuple et Culture, le courant communiste, tout à fait légitime comme tous les autres, n'a jamais été le courant dominant.

Moi-même, sympathisant aux valeurs libératrices incluses dans l'idée communiste, je ne suis resté que quelques mois dans le Parti pour aider le courant minoritaire de la liberté de l'art et de la science dont j'ai parlé plus haut. J'en dirai davantage un peu plus loin car ce fut une aventure brève mais violente et surprenante.

Une mémoire à l'identité complexe

Si je veux en parler c'est pour que la mémoire du mouvement soit respectée dans la totalité et la complexité de son identité. Le mouvement n'a jamais été inféodé à un parti quelconque, quelles que fussent les convictions ou les espérances politiques des uns et des autres. Il est impossible de trouver dans les idées, le langage, l'engagement de Peuple et Culture, le moindre contenu qui témoignerait de la moindre inféodation partitiste à cette époque-là ou après elle.

Entre nous a toujours régné un esprit de tolérance. Il pouvait y avoir des discussions, des oppositions d'idées : jamais de lutte sourde pour éliminer l'un ou l'autre au nom d'idées différentes comme dans les luttes fractionnelles à l'intérieur des partis. Joseph Rovin, Benigno Cacérès, Geneviève Cacérès, Paul Lengrand ou moi-même, nous avons toujours eu des préférences politiques différentes. Jamais nos travaux communs dans l'action culturelle n'en ont été affectés. Même en 1946, quand Paul Lengrand a cru, à tort, que la liberté du mouvement allait être sacrifiée par une inféodation massive au parti communiste, il n'a été éliminé par personne. C'est lui-même qui a décidé de s'éloigner de nous pendant un certain temps, hélas, en allant travailler avec Lucienne, sa femme, au Canada. Ce pluralisme, qui a résisté à toutes les épreuves, est à mes yeux un point capital de notre identité commune. [...]

3 - Seuil, 1994.

Quand moi-même, à titre personnel, je suis entré





au PC pour défendre nos valeurs culturelles et sociales devant la commission des intellectuels animée par Casanova et Voguet, c'est que, comme nous l'avons vu, des minorités se battaient sur le front politique, au nom des mêmes valeurs que nous ; personne, dans le mouvement, ne m'a retiré sa confiance. [...]

Voici l'histoire : jeune inspecteur principal de l'éducation populaire, d'esprit observateur et réformateur, j'avais été envoyé par mon directeur, Jean Guéhenno, en mission en Suède avec Madeleine Lagrange, la compagne du ministre de la Jeunesse et des Sports du gouvernement du Front populaire en 1936. J'étais chargé d'une enquête sociale et pédagogique sur les florissantes universités populaires où des étudiants volontaires coopéraient à une éducation populaire. Il s'agissait de voir comment nous pourrions en développer de semblables dans notre pays libéré. Au retour, quelle ne fut pas ma surprise d'être accusé par l'appareil parisien du Parti de m'être rendu à Stockholm pour... prendre contact avec un dangereux trotskyste dont je ne me souviens même pas du nom ! J'ai alors été invité à "comparaître" devant un "tribunal" composé d'Aragon, Courtade et Leduc, pour répondre de ma "traîtrise" ! C'était en somme un mini procès de Moscou... On connaissait par les journaux ce genre de technique inventé par le pouvoir soviétique pour

faire disparaître un opposant. Je n'étais donc pas dépaycé, et l'enjeu n'était pas de même taille. J'ai pris cela à la blague, me moquant gentiment de mes "juges" en leur fournissant mille détails sur mon travail d'enquête sur les universités populaires qui semblaient les intéresser : un non-lieu s'ensuivit. Je fus même jugé inapte à une exclusion classique puisque je n'avais jamais fait aucune intervention dans une cellule où il s'agissait de réciter et commenter les éditoriaux du journal *l'Humanité* ; "mariage blanc" selon le mot de l'un d'eux. Je fus autorisé, à ma demande, à sortir du Parti sur la pointe des pieds. Je n'y suis jamais revenu. Est-ce que mon opération a été utile ? Je n'en sais rien. Toujours est-il qu'aujourd'hui, le courant minoritaire de ce temps-là dans le Parti, s'est renforcé au bénéfice de la liberté des artistes et de celle des chercheurs désormais reconnus. Ce fut le résultat d'une convergence d'influences internes et externes. [...]

Mais les problèmes les plus difficiles pour moi, au point d'entraîner ma démission de la présidence de Peuple et Culture, sont venus avec la création du parti socialiste unifié (PSU) et l'action de ses militants dynamiques, juste avant le mouvement de 68, au sein même de Peuple et Culture. J'aimerais que chaque animateur des groupements Peuple et Culture d'aujourd'hui lise ou relise le long compte

"Points d'impact" entre les mouvements socio-politiques et les mouvements socio-culturels

Dans le refus des situations :
- les mouvements socio-politiques dénoncent les situations négatives créées par les manques d'une pratique institutionnelle, d'une loi municipale ou nationale que les autres partis proposent ;
- les mouvements socio-culturels affrontent surtout les situations d'ignorance, de dépendance, de soumission, d'égarement des esprits prisonniers de stéréotypes sociaux, d'interpréta-

tions partisans, de préjugés et de routines.
Dans le choix des valeurs :
- les mouvements socio-politiques choisissent surtout des idéologies utopiques ou opportunistes capables de mobiliser des foules, des masses, en vue d'élections locales, nationales ou européennes ;
- les mouvements socio-culturels choisissent, en dehors des idéologies générales socio-politiques,

des valeurs partielles, sectorielles, capables d'améliorer les pratiques technologiques, scientifiques, artistiques ou éthiques de la vie quotidienne, en chaque condition sociale.
Dans le choix des publics visés :
- les mouvements socio-politiques visent avant tout les classes et catégories sociales qui pourront les porter au pouvoir, par une démarche souvent plus démagogique que démocratique ;
- les mouvements

socio-culturels visent surtout, à l'intérieur des classes et catégories sociales dominées ou dominantes, les groupes et les individus qui ont le plus besoin d'une action culturelle démocratique pour eux-mêmes ou pour leurs relations avec autrui.
Dans le choix des modes d'intervention :
- les mouvements socio-politiques agissent le plus souvent par des entretiens médiatiques, des tournées de propagande à

la base, des grands spectacles de foule, des formations les plus souvent orientées, dogmatiques ou sectaires ;
- les mouvements socio-culturels procèdent en général tout autrement par des formes d'action informative et éducative, plus attentives à la recherche de l'objectivité, à la relativité des points de vue, au développement plus lent, plus différencié et plus réel du sujet social apprenant. [...]

rendu (57 pages) de l'assemblée générale extraordinaire des 11 et 12 novembre 1967. C'est un condensé des différentes positions politiques possibles sur l'action culturelle démocratique. Là, à l'initiative dynamique de Gérard Héliot (PSU), délégué du PEC de Haute-Normandie, les principaux animateurs du mouvement se sont prononcés, en fait, sur le rattachement de Peuple et Culture à différentes lignes définies par les partis politiques, en dehors de lui ! C'était déjà le mot d'ordre du mouvement de 68 avant la lettre : "tout est politique". Pour moi, c'était en fait un renoncement consenti à tout l'effort pour construire une action culturelle démocratique indépendante des partis politiques que nous avions tenté au milieu de toutes les difficultés que j'ai évoquées au cours de ce texte. Cette indépendance était dès lors suspecte de "sympathie avec le gaullisme" ou avec la "technocratie" (Gérard Héliot). C'était pour moi un douloureux contresens. Benigno Cacérès, secrétaire général, embarrassé, n'a pas pris la parole une seule fois. Je me demande ce qu'aurait fait Paul Lengrand, pas encore revenu du Canada. Moi-même, j'étais en désaccord profond autant avec le style de délibération politicienne, très éloigné de l'exigence des sciences sociales, qu'avec la manière de poser le problème de l'action culturelle démocratique en relation avec différentes positions partisans. Désarmé même, je n'ai pas pris part au vote. J'ai démissionné de la présidence qui n'avait plus de sens pour moi. Cacérès a démissionné aussi du poste de secrétaire général. Désormais nous allons servir le mouvement que nous avons fondé avec vingt compagnons vingt-deux ans plus tôt de façon plus modeste. [...]

Continuons le combat, aujourd'hui et demain comme hier

[...] Il n'est pas juste, à mon avis, de parler de messianisme pour juger toutes ces tentatives souvent audacieuses, mais jamais aveugles, pour renforcer l'indépendance de l'action culturelle démocratique. Ce n'est qu'un commencement de résistance aux abus de pouvoir culturel manifestes ou camouflés des formations politiques de la majorité et de l'opposition : les résultats sont modestes, toujours fragiles, "continuons le combat" aujourd'hui et demain comme hier. Pour que les réformes institutionnelles les plus justes, réalisées et à réaliser par les forces politiques de progrès, ne soient pas détournées de leurs fins par des mentalités apathiques, inadaptées ou corrompues d'un autre âge, toujours bien présentes, il nous faut développer une action culturelle démocratique, informative et éducative à court et à long terme,

étendue à toutes les conditions sociales et à tous les âges. C'est la leçon de Condorcet qu'il faudra, peut-être un jour proche, prendre au sérieux. [...]

Aujourd'hui, les associations ou institutions qui, par leur action culturelle démocratique, contribuent au développement social des quartiers difficiles et au développement culturel des milieux locaux les plus divers, peuvent constituer, souvent sans le savoir clairement, un mouvement socio-culturel porteur d'un changement de mentalité qui dépasse les capacités réelles de l'action politique et idéologique.

[...] Les mouvements socio-culturels et les mouvements socio-politiques ont ceci de commun qu'ils refusent une situation d'anachronisme, d'inégalité, de domination au nom de valeurs jugées supérieures, grâce à des interventions appropriées. Mais l'objectif, la méthode, le rythme de l'intervention ne sont pas les mêmes. Le mouvement socio-politique vise à contester, à conquérir ou à exercer le pouvoir, selon une logique de guerre politique et idéologique où l'actualité médiatisée joue un rôle majeur. Le mouvement socio-culturel, au contraire, ne se propose pas de conquérir ou d'exercer le pouvoir politique. Il vise à changer à long terme les mentalités par une logique culturelle, informative ou éducative, éclairée par une logique d'aide sociale aux couches les plus défavorisées de la population des deux sexes, du premier au troisième âge.

Bien sûr, ces deux mouvements sociaux ne sont pas sans relation. Ils coexistent souvent dans les mêmes têtes, chacun à sa place. Mais trop souvent, nous l'avons bien montré, ce sont les espérances, les ambitions, les prétentions des formations politiques qui envahissent le champ de l'action des mouvements socio-culturels condamnés ainsi à une caricature d'actions informatives et éducatives asservies, faussées, au gré du vent des événements et des modes. Je souhaite que les nouvelles générations soient plus attentives à ces confusions que les anciennes. [...]

Puissent ces observations sociologiques, fruit d'un long travail d'observation participante et de participation critique, éclairer un peu plus celles et ceux qui vivent Peuple et Culture aujourd'hui. Puissent-ils faire eux-mêmes, mieux que leurs devanciers, un mouvement adapté au monde de demain, sous ce nom de Peuple et Culture ou sous d'autres noms si nécessaire : les choses sont en définitive plus importantes que les mots. Dans une société en mutation, la seule mémoire qui vaille est celle qui inspire un renouveau sans fin.

Joffre Dumazedier

Petite utopie du passé...

Dès 1963, Peuple et Culture Corrèze se saisit de la récente loi sur les congés culturels destinés aux jeunes et organise des sessions où formation, action culturelle et activités sportives se côtoient. Un aperçu des programmes qui, dans ces années-là, étaient, à bien des égards, novateurs...

Pouvoir quitter son entreprise et le travail quotidien pendant six jours ouvrables (grâce à un congé sans solde mais avec une indemnité qui compense en partie la perte de salaire) pour participer à un stage entièrement gratuit qui mêle développement personnel, formation du citoyen et activités culturelles et de loisirs... possible ? oui ! pour des jeunes de 17 à 25 ans... dans les années 60... grâce à la loi n° 61-1448 (du 29/12/1961) dite loi congés cadres jeunesse¹.

C'est ainsi qu'à partir de 1963 (et jusque dans les années 75) des dizaines de jeunes, salariés d'entreprises ou chômeurs, paysans, de la Corrèze et du Limousin, ont pu bénéficier avec Peuple et Culture de "Congés culturels" et participer à des stages de formation d'un genre particulier, liant formation intellectuelle à base d'entraînement mental, formation du citoyen, initiation au ski ou à la voile, et activités culturelles.

Au programme donc des matinées sérieuses avec les opérations de base de l'entraînement mental et des travaux d'application de la démarche proposée qui s'exercent

par petits groupes sur des thèmes choisis par les participants pour faire l'analyse d'une situation (les difficultés actuelles des jeunes, les classes sociales, les travailleurs immigrés, le phénomène yéyé, les autodidactes et l'autoformation, l'action syndicale, les effets de la concentration industrielle, l'exode rural, les jeunes et l'emploi, les jeunes en milieu rural...).

Mais aussi un "entraînement" à discuter et organiser une réunion, lire un article, une circulaire, faire une recherche documentaire, prendre des notes, préparer par écrit un compte rendu, un rapport, une intervention, un tract, un article de presse.

De belles échappées pour les jeunes

Des après-midi de détente avec, selon les stages et les saisons, la pratique du ski ou de la voile (à ressituer dans le contexte de l'époque où ce type de loisirs était plutôt réservé à certaines couches sociales).

Des soirées culturelles avec le

cinéma (quelques exemples retrouvés dans les programmes : *Païsa* de Rossellini, *Jour de Fête*, *Farrebique*, *Nuit et Brouillard*, *Mourir à Madrid* ; c'est aussi à ressituer dans le contexte de l'époque où ce cinéma là était peu diffusé) mais aussi une formation à la manipulation des appareils de projection et l'animation d'un ciné-club ; des veillées lecture ; des soirées d'initiation à l'art (Toulouse Lautrec, Van Gogh, la peinture hollandaise, Daumier, Goya...) ; des ateliers de photographie amateur, ou bien des soirées axées sur la formation civique à base de montages audiovisuels (chansons de guerre... pour la paix, *Noir Blanc Homme*, la condition des Noirs aux USA, le facisme et la déportation...).

Contenu un peu dense et très "encadré" certes, mais de belles échappées pour des jeunes que l'école avait souvent quittés très tôt et qui découvraient là, en quelques jours, dans un climat chaleureux, des ouvertures de tous ordres qui eurent souvent une suite. En effet, beaucoup d'entre eux ont continué un bout de chemin avec Peuple et Culture avec les voyages d'études, les unipops, les ciné-clubs, le théâtre... et ont pris des responsabilités à Peuple et Culture ou dans d'autres associations et dans le mouvement syndical.

Manée
Teyssandier



¹ - Les congés cadres jeunesse étaient financés par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

L'action collective de formation de Sallaumines-Noyelles

Une expérience de lutte contre les inégalités d'accès à l'éducation et à la culture

En 1970, dans le Nord, est repris le modèle éducatif imaginé par Bertrand Schwartz en 1964 en Lorraine. Peuple et Culture Nord/Pas-de-Calais et trois partenaires - le CUEEP (Centre université-économie d'éducation permanente), la municipalité et un lycée d'enseignement technique - se lancent dans cette action. Histoire d'une aventure éducative et culturelle inspirée de l'éducation populaire*.

Quels ont été les apports de l'éducation populaire à cette aventure éducative ? Je serai loin d'être exhaustif, mais j'ai retenu cinq thèmes qui sont, à mon avis, représentatifs de ce que l'on peut appeler les vitamines de l'éducation populaire.

Le premier thème est la réduction des inégalités devant le savoir. C'est un combat que nous avons essayé de conduire de manière obstinée et passionnée autour de deux questions : comment peut-on réduire l'écart entre une population qui a divorcé de l'école, que l'on a mise au travail très tôt,

et le savoir, la connaissance ? Comment peut-on réconcilier - si on commence à réduire l'écart - l'éducation et le monde ouvrier ? Issu du milieu ouvrier (mon père était ouvrier mineur immigré serbo-croate, et ma mère, ouvrière textile), j'étais particulièrement concerné par cette affaire de réconciliation entre l'éducation et le monde ouvrier. Et la réconciliation n'est pas une chose simple. C'est fragile, inquiet, c'est à renouveler sans cesse. C'est en rendant le dispositif aussi simple et pratique que possible que nous avons tenté de réduire ces inégalités si difficiles à faire reculer.

La loi de juillet 1971 nous a donné une opportunité fantastique sous la forme du congé formation. Nous sommes allés voir les Houillères et, en 1974, sont arrivés 150 mineurs en congé de formation, sortis du fond de la mine pour 160 heures, pendant leur temps de travail. Ils nous disaient : "C'est aussi beau que les congés payés de 1936. On va passer des journées à la lumière". Pendant 160 heures, des gens qui n'avaient jamais mis les pieds dans une formation d'adultes se sont retrouvés dans une formation, payée par les patrons et pendant leur temps de travail, et cela participait d'une joie étonnante et bien belle à voir. Mais sur cette question de la réconciliation, un problème nous a toujours tracassés, celui des abandons. Malgré tous les efforts, bon an mal an, un tiers environ abandonnait, et nous avons essayé de savoir pourquoi cela cassait en cours de route. Se former, quand on ne sait pas trop comment s'y prendre, n'est pas une affaire simple !

Le deuxième thème est de promouvoir et émanciper. J'évoquerai surtout le public féminin de cette action collective. Très vite,

** Ce texte est extrait de l'ouvrage De l'éducation populaire à l'éducation permanente : les associations face à la loi de 1971 dans le champ de la formation, Documents de l'Injep n°15, Peuple et Culture/Injep, Paris, mai 1994.*



Sorte d'école éclatée - tous les lieux possibles sont utilisés -, l'ACF consiste en la mise en place de formations gratuites, organisées à des horaires adaptés aux habitants (pour des mineurs postés, par exemple, la même formation est reproduite trois fois dans la journée selon les postes occupés par ces salariés). Il s'agit de modules capitalisables de 60 h (avec possibilité d'obtention du CAP), décomposés en objectifs de formation. Il y a 20 domaines de formation, de la coupe-couture aux mathématiques, en passant par la mécanique-auto, l'électricité, etc. Une centaine de formateurs sont impliqués : 50 % d'enseignants, 50 % de formateurs issus du milieu, c'est-à-dire des salariés, mères de famille, gens des houillères...

➤➤ 50 % de femmes sont venues en formation. Dans les années 70 et dans cette région des mines, les femmes étaient peu salariées. Elles étaient femmes au foyer. Elles devaient servir le repas du mari, s'occuper des enfants et gérer le budget. Elles sortaient peu. Et tout à coup, il leur était offert une possibilité de sortir de la maison, d'aller en formation, surtout en coupe-couture car c'était une formation que l'on pouvait justifier ; aller en expression orale, on en avait envie mais c'était plus compliqué parce que les groupes étaient mixtes, et il fallait aussi affronter la mixité face au mari. Petit à petit, cette offre d'éducation a rencontré les processus d'émancipation féminine, y compris en milieu ouvrier, et des femmes ont profité de cette opportunité pour se socialiser, sortir de chez elles. On a vu augmenter le nombre de permis de conduire et - autre indicateur - le nombre de divorces. Ces femmes sont devenues "des agents secrets de la modernité", comme le disait un journaliste du Monde qui était

venu en 1974 passer deux ou trois jours à Sallaumines et qui reprenait là une belle expression d'Edgar Morin. Ces femmes ont été dans leur milieu porteuses de valeurs nouvelles, ont inventé d'autres histoires de vie de femmes.

Dans ce chapitre, le deuxième fait à évoquer est la volonté de promouvoir des auditeurs et de faire en sorte qu'ils passent dans les rangs des formateurs. Une vingtaine de personnes sont ainsi devenues formateurs ou formatrices de l'action collective et ont acquis un autre statut.

Le troisième thème, c'est tout ce qui touche à un essai de démocratisation des organismes de formation et d'invention de formes de gestion plus participatives. Sur ce point, nous avons encore du travail et nous avons même plutôt régressé quand on voit comment cela fonctionne aujourd'hui.

"Pour du qu'im va"

Cela s'est traduit par la création d'un sous-comité composé de partenaires locaux de tous horizons, impliqués dans une expérience d'éducation, ayant leur mot à dire et un pouvoir. Cela passait également par ce qu'on a appelé les délégués de groupes. Chaque groupe élit ses représentants. Et les délégués, qui étaient réunis par domaines de formation, pouvaient obtenir un changement de formateur quand cela ne marchait pas ou quand cela ne se passait pas comme ils le voulaient. Ce n'était pas évident d'obtenir une parole de délégué parce que la tradition voulait que ce soit déjà beau que la formation soit offerte. Et quand on suggérait aux femmes en coupe-couture de participer à des cours d'expression orale et écrite, elles nous répondaient : "Pour du qu'im va",

autrement dit "on est tellement dans notre trou qu'on n'a pas besoin d'expression orale et écrite". Plus on est à l'écart du monde, isolé dans sa rue, dans sa cité, plus on est éloigné de la connaissance. Cela participait du même ordre d'idées.

Il existait donc des délégués de groupes, des délégués de formateurs aussi, avec un journal et une assemblée des formateurs. Et surtout, toute la dimension de convivialité est apparue avec la proposition, faite dès la deuxième année aux auditeurs, d'organiser une fête. Très vite, l'ACF est devenue la plus grande association, puisque ces fêtes réunissaient jusqu'à un millier de personnes et proposaient des sketches préparés par les groupes, des chansons, un bal, tout le côté festif du milieu minier.

J'en arrive au quatrième thème, issu également de l'éducation populaire. C'est la volonté, le souci de globaliser, de mettre en relation l'éducation permanente qui commençait à se concrétiser et le développement culturel des communes. Cette volonté de globaliser, de créer sans le savoir - puisqu'à l'époque je n'avais pas encore rencontré Bertrand Schwartz - un mini-district éducatif et culturel nous est venue d'une triple source. C'est peut-être là que l'on peut repérer le plus clairement l'héritage de l'éducation populaire.

La première source, c'est tout le courant "animation globale" de l'époque.

La deuxième source est celle du pouvoir culturel. Était-il possible ou pas de développer un pouvoir éducatif et culturel face à d'autres pouvoirs dans un espace territorial ?

La troisième source, c'est la triple casquette dont j'étais porteur à l'époque : la casquette de l'éducation populaire, la casquette du CUEEP action collective et la

casquette d'élus puisque j'étais responsable aux Affaires culturelles de cette municipalité.

Avec cette triple origine et cette volonté de rapprocher dans un espace territorial donné plusieurs domaines complémentaires, l'obsession était de mettre en relation et de casser les cloisonnements. Cela a commencé par une mise en relation entre formation et lecture. En 1970-71, j'ai eu la chance de rencontrer un directeur de bibliothèque centrale de prêt du Pas-de-Calais qui a compris que l'on pouvait associer lecture et éducation permanente et qui nous a dit : "D'accord, je vous amène des livres, et vous allez ouvrir une bibliothèque, un centre documentaire lié à l'action collective". Et quand on entrait dans l'Auberge du Stade, on n'entrait pas dans un bureau pour aller s'inscrire - ce n'était pas la Sécurité Sociale - on entrait dans une pièce où il y avait des livres. C'est donc la première liaison, lecture-formation.

La deuxième liaison, c'est la relation formation-action culturelle. A l'époque existait le festival de Sallaumines ; les groupes allaient voir des expositions, des pièces de théâtre ; il y a eu l'opération "Ma vie de mineur" qui a fait l'objet d'un rapport de recherche. La question était : comment faire en sorte que le processus d'entrée en éducation soit prolongé et qu'il y ait des possibilités d'expression dans de nouvelles pratiques culturelles ?

La troisième liaison, c'est celle que nous avons voulu installer entre formation continue et formation initiale. Cela a été un fiasco. Il paraissait possible de discuter, par exemple, des méthodes de lecture sur une commune, du cours préparatoire à l'alphabétisation. Mais nous nous sommes heurtés à un barrage de la formation initiale qui n'a jamais voulu en entendre parler.

Des conseillers d'orientation stagiaires avaient pourtant fait la démonstration, à travers un stage et une enquête, que les résultats scolaires des enfants étaient améliorés lorsque les parents venaient en formation. C'était au moins un objet de dialogue possible. Et il y en avait bien d'autres. Mais hélas, au début des années 70, ce type d'échanges était tout simplement impossible. C'est certainement le domaine dans lequel nous nous sommes heurtés au plus de résistance : résistance de la formation initiale - j'en ai parlé ; résistance de l'organisme universitaire qui ne tolérerait pas non plus que l'on s'aventure dans certains domaines ; résistance des pouvoirs publics qui s'opposaient à cette tentative de mise en relation ; résistance des élus qui voyaient une association, une action, venir s'occuper de politique culturelle municipale.

"Occupe-toi de tes affaires"

Cela s'est traduit par le renvoi d'un projet que nous avions déposé au Fonds d'Intervention Culturelle, qui avait de grandes chances d'aboutir puisqu'il était bien cadré et qu'il correspondait aux orientations de l'époque. Cela s'est terminé en corner, "en coup de coin" comme disent les Belges. C'était "Touche pas à mon service culturel", "Touche pas à ma formation initiale", "Occupe-toi de tes affaires".

Je crois que cette idée de district est toujours neuve.

Je terminerai avec le dernier thème qui tourne autour des démarches socio-pédagogiques mises en œuvre dans cette action collective et qui, de mon point de vue, méritent que l'on s'y intéresse encore aujourd'hui.

Si je prends par exemple les situa-

tions d'apprentissage qu'il fallait inventer pour des publics que l'on appelle aujourd'hui "les bas niveaux de qualification", elles devaient remplir quatre fonctions : une fonction d'expression - pour que les gens puissent parler ; une fonction de socialisation - pour que les gens puissent s'enrichir du métissage, comme le dirait Michel Serres ; une fonction d'apprentissage - pour qu'ils apprennent quelque chose ; une fonction de production - que cela serve à produire. Cela s'applique bien à la coupe-couture et à la mécanique auto parce que l'on produit, mais il faut aussi que cela s'applique aux mathématiques, au français, pour qu'il y ait cette dimension d'utilité sociale.

Si ces quatre fonctions étaient remplies, la formation se passait bien, les gens restaient, trouvaient leur compte. Mais si l'une d'entre elles manquait, cela ne marchait pas. Et il y a certainement quelque chose à reprendre à ce niveau.

Je dirai également un mot sur ce que l'on appelait les campagnes de sensibilisation par lesquelles on s'attaquait aux "non-publics" de la formation, on parlerait aujourd'hui de "marketing éducatif" ! Nous, nous faisons de l'information/sensibilisation qui visait à toucher tous les publics potentiels, avec les méthodes de l'éducation populaire, c'est-à-dire la camionnette, la sono - comme



Sallaumines-Noyelles se situe dans le Pas-de-Calais, où il restait, à l'époque, quelques puits de mines. La zone concernée par l'ACF comptait 25 000 habitants. La population était composée de 90 % d'adultes sans CAP, 60 % d'adultes sans certificat d'études primaires, de 12 bacheliers et de 12 % de femmes salariées (pour un pourcentage national de 36 % à la même période).



Eléments
bibliographiques :

T. Desjardins,
"Apprendre à
voir", Université
de Montréal,
1980.

G. Mlékuz,
"Ecoute le temps
qui marche sur le
sable", in

Perspectives
documentaires
en éducation,
n°21, 1990.

"20 ans de forma-
tion d'adultes :

l'ACF de
Sallaumines", in
Cahiers d'études
du CUEEP, n°19,
novembre 1991.

Gérard Mlékuz
est entré dans
l'univers de
l'éducation des
adultes en
avril 1968 en tant
que premier

permanent de
Peuple et Culture
Nord/Pas-de-
Calais. Il a été
l'un des membres
fondateurs et le
premier directeur

des Actions
Collectives de
Formation (ACF)
de Sallaumines -
Noyelles-sous-

Lens.
Aujourd'hui, il est
conseiller en for-
mation continue à
la DAFCO
(Délégation
académique
à la formation
continue) de Lille.

la CGT - à la sortie des écoles, par
les circuits syndicaux et auprès
des parents d'élèves. Je me sou-
viens d'une année où nous avons
touché tous les parents d'élèves
avec l'accord des instituteurs et
des principaux de collège.

J'évoquerai aussi tout ce qui a
trait au bilan-entretien. La forma-
tion commençait par un entretien
de trois quarts d'heure/une heure
- à l'époque on parlait de "posi-
tionnement et d'évaluation de
départ". Puis, il y a eu tous les
chemins de l'insertion, de la
socialisation, inventés avec des
publics qui n'étaient pas retournés
à l'école depuis très longtemps,
ainsi qu'une réflexion, une mise
en œuvre sur ce que nous avions
fait à l'époque et qui reste
d'actualité. Nous n'avons pas
encore inventé dans ce pays une
école élémentaire des adultes.
C'est tout le problème des capaci-
tés de base.

Qu'est-ce que les compétences de
base ? C'est le SMIC éducatif et
culturel sans lequel on ne peut pas
s'insérer. C'est une question qui a
été défrichée, qui plane encore
aujourd'hui mais que peu de
monde reprend. Et de ce point de
vue, il a peut-être manqué à l'édu-
cation des adultes quelque chose
comme Célestin Freinet.

L'ACF de Sallaumines-Noyelles,
qui regroupait à l'origine trois
fractions - une aile culturelle por-
tée par l'éducation populaire, une
aile plus "formation profession-
nelle continue" et une aile en
faveur d'une rénovation du
modèle de la promotion sociale -
et a connu des moments d'essouf-
lement, existe toujours aujour-
d'hui dans ses trois dimensions
(même si Peuple et Culture n'en
est plus partie prenante) et s'est
étendue à deux autres communes.

Gérard Mlékuz

Une expérience le mouvement le Planning

En juin 1963, Peuple et
Culture Haute-Normandie
tenait sa première Assem-
blée générale, après une interrup-
tion de six ans pendant lesquels
l'association n'avait pas eu d'acti-
vités. Dès cette première Assem-
blée générale, le problème du
Planning familial était abordé. En
effet, depuis ma mise à disposi-
tion de Peuple et Culture, en sep-
tembre 1962, j'étudiais les diffé-
rentes possibilités d'une action
d'éducation populaire, susceptible
de favoriser le développement du
Mouvement français du Planning
familial en Seine-Maritime.

C'est ainsi que, sur un plan local, la
commission animation du Centre
rouennais pour le Planning familial
(CRPF), créée en 1967, fut le
résultat de deux actions locales :

- l'une menée par le Planning
familial sous la forme d'accueil du

public dans le cadre de perma-
nences et de sensibilisation de
l'opinion par des réunions dites de
"couples" où les adhérents re-
groupés par secteur géographique
complétaient leur information ;

- l'autre menée par Peuple et
Culture Haute-Normandie à
l'occasion d'un colloque sur la
sexualité organisé la même année
et ouvert à tous les animateurs des
mouvements de jeunesse et asso-
ciations d'éducation populaire, aux
enseignants, éducateurs spéciali-
sés, assistantes sociales et respon-
sables d'associations familiales.

L'essentiel du travail de la commis-
sion (CRPF) a porté sur la forma-
tion spécifique d'animateurs de
groupes d'information sexuelle,
ainsi que sur la recherche et la réfle-
xion. Une importante documenta-
tion a notamment pu être élaborée.

Les hésitations de Peuple
et Culture National

L'accueil des dirigeants nationaux fut réservé.
Cela se concevait fort bien. En France, en 1962, le
Planning familial était mal connu, à la fois du
grand public et de la plupart des dirigeants
d'associations d'éducation populaire.
Geneviève Pujol et moi-même rencontrâmes
cependant des responsables du Mouvement
français pour le Planning familial, au titre de
Peuple et Culture, et à l'interne, en Comité
technique, Marie-Françoise Lanfant et
Geneviève Pujol défendaient mon projet
d'action en faveur du Planning familial,
après enquête préalable.

Le Bureau se prononça en définitive, pour laisser
la Seine-Maritime tenter une expérience,
mais les mises en garde furent nombreuses et
l'intérêt suscité par l'action à peu près nul.

de formation avec français pour familial

Concernant la finalité pédagogique de ce centre, il s'agissait de donner une dimension sexuelle à l'éducation générale et globale, autrement dit, de considérer le domaine sexuel comme intimement lié aux autres aspects de la vie et de ne pas en faire un chapitre à part. De plus, l'information sexuelle ne pouvant être apportée que progressivement, elle devait être permanente pour correspondre aux différentes étapes du développement physique et affectif de la personne.

La création du CRPF et de l'association départementale de la Seine-Maritime pour le Planning familial, l'attribution d'un F4 par l'Office des HLM de Grand-Quevilly, furent les exemples les plus extérieurement visibles du succès de cette action.

Les étapes de cette croissance

peuvent être envisagées de différents points de vue :

- la formation de cadres - médecins, hôtesse d'accueil (appelées, par la suite, conseillères-animaatrices) -, la mise en place d'un comité de soutien et la création d'outils pédagogiques ;
- l'organisation de permanences d'accueil ;
- le nombre d'adhérents ;
- l'organisation de réunions éducatives : à l'usage des couples ayant fréquenté les permanences du CRPF, à l'usage des adhérents de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et du grand public ;
- l'attitude positive des associations volontaires et de leurs leaders, celle des collectivités locales et des élus.

Jean
Gondonneau

Exemples de formations

Pendant les années 65-66, PEC Haute-Normandie a notamment mis en place les formations suivantes :

- **"Le contrôle des naissances et les problèmes posés par le choix d'une maternité consciente"** : 3 heures en soirées, 150 participants (des parents d'élèves), action demandée par l'association syndicale des familles.
- **"Education sexuelle et contraception"** : une journée de formation pour 100 assistantes sociales, action demandée par l'association départementale des Auberges de Jeunesse.
- **"Harmonie conjugale et sexualité"** : cercle-débat d'une durée de 3 heures, 32 participants (des couples), action demandée par le Foyer rural de Montcauvaille.

Et encore : **"La découverte de l'amour"**, **"Le don charnel"**, **"Réflexion théorique sur l'éducation sexuelle des pré-adolescents"**, etc.

Le mouvement du Planning familial

En 1955, le docteur Lagroua Weill Hallé (qui allait devenir la première présidente du Planning familial) présente à l'Académie des Sciences morales une communication sur la maternité volontaire. Cette communication déclenche une campagne de presse menée par Jacques Derogy, alors journaliste à Libération et auteur *Des*

enfants malgré nous. Ainsi naquit la Maternité heureuse qui, devenue membre de l'International Planned Parenthood Federation, prit le nom de Mouvement français pour le Planning familial le 8 mars 1956. De 1956 à 1961, le MFPPF organise des conférences d'information largement suivies, familiarisant ainsi le

public avec l'idée encore mal reçue de planning familial. Il s'agissait de se démarquer du malthusianisme. La liberté du couple ne pouvait être soumise à une décision étatique ; rien ne pouvait s'opposer à la décision d'un couple de prévenir une naissance ou au contraire de la rechercher. Au mois de juin 1961, le docteur

Henri Fabre ouvre à Grenoble un service de consultations strictement réservé, en raison de la législation, aux membres adhérents du MFPPF. Ce fut le premier centre de Planning familial. Les efforts couronnés de succès du docteur Fabre ouvraient la voie à des réalisations du même type qui, réparties sur l'ensemble du territoire national,

ont fait du planning familial un véritable service public. Ainsi, entre 1961 et 1967, on assiste en France à l'implantation du Planning familial. C'est dans ce cadre qu'en 1964, le Centre rouennais pour le Planning familial ouvrait à Sotteville-lès-Rouen et à Grand-Quevilly, dans la banlieue rouennaise, les deux premières permanences de planning familial.

Les Comités d'Etude et de Proposition

Créés à la fin des années 70 par Peuple et Culture Isère, les Comités d'étude et de proposition tentent de créer un aller et retour constant entre l'action et la réflexion.

A la fin des années 70, Peuple et Culture Isère avait beaucoup œuvré avec l'équipe municipale d'Hubert Dubedout. De nombreux équipements de quartiers avaient été mis en place, et Peuple et Culture avait été de tous ces engagements. L'association assurait également des formations d'animateurs dans le cadre du CAPASE. De ce fait elle se trouvait davantage en position de prestataire de services et avait perdu sa base militante. De plus l'équipe s'était étoffée, sept permanents menaient les activités. Ce qui était possible pour une équipe réduite de trois ou quatre personnes ne l'était plus pour un collectif de permanents, à savoir, analyser le pourquoi de chaque stage ou action, en faire une évaluation sérieuse. Il manquait un lieu de réflexion où se retrouvent tous les

acteurs concernés par les actions, où s'opère un bilan critique, et qui soit un séminaire d'auto-formation ouvert sur l'extérieur.

C'est ainsi que furent initiés les Comités d'étude et de proposition (CEP) sous l'impulsion de Guy Saez, alors président de Peuple et Culture Isère, pour agréger autour d'un thème toutes les personnes concernées et leur permettre de travailler en amont et en aval de chaque action, de théoriser et valider des pratiques, de s'ouvrir à l'extérieur. L'Assemblée générale de 1979 entérine ce choix : "Nous avons délibérément adopté la voix de la réflexion et de la recherche, du travail patient et sérieux. Ce sont les CEP." Plusieurs CEP se mettront en place dans les mois suivants (voir encadré ci-dessous), avec plus ou moins de bonheur et de réalité.

Le CEP rural est celui qui a enregistré le plus de réalisations.

Sa réussite semble tenir à plusieurs éléments : une vraie démarche associative - rassemblant animateurs, chercheurs et agriculteurs -, une méthode de travail rigoureuse, la présence d'universitaires particulièrement intéressants et intéressés, enfin, une création qui faisait écho à la demande d'agriculteurs.

Une telle pratique correspondait également à l'histoire de Peuple et Culture Isère : dès les années 60, en effet, une première expérience avait été engagée dans le Beaumont puis la Mathésine et le Vercors, sous la forme de voyages d'étude liés à la problématique de la pluri-activité (intégration du tourisme notamment), d'actions de formation (AFRAT, centre de formation aux métiers de la montagne), d'une participation à la mise en place du Parc du Vercors, etc.

Dès l'hiver 80, le groupe du CEP rural visite des exploitations des massifs environnant Grenoble, de ceux de la Savoie, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche..., à raison de trois ou quatre par mois. La plupart des agriculteurs visités se joignent au groupe déjà constitué. Se pose alors la question d'une structuration juridique rendue nécessaire notamment pour l'obtention de subventions liées au projet du YETI (voir page suivante). Ainsi, en juillet, une Assemblée générale voit s'affronter deux tendances : celle des agriculteurs qui ne sont pas prêts pour une structuration et veulent prendre du temps ; celle des animateurs et des chercheurs qui veulent aller rapidement de

Les différents CEP

CEP minorités : très en lien avec les travailleurs sociaux des quartiers difficiles de Grenoble. Il travaillera plusieurs années sur des projets liés aux jeunes : logement, musique, culture, etc.

CEP urbain : relativement peu de réalisations, des tentatives pour s'impliquer dans les politiques de la ville naissantes.

CEP formation : peu de réalisations.

CEP culturel : regroupera surtout des artistes liés à l'art contemporain, autour de P. Gaudibert, et organisera de nombreux voyages d'étude. Donnera naissance au travail actuellement réalisé à Pont-en-Royans (expositions d'art contemporain et médiation culturelle).

CEP théâtre : des contacts avec la Compagnie d'Yvon Chaix.

CEP vie sociale en milieu rural : sans suites importantes.

CEP rural : voir ci-contre et page suivante.

l'avant. Une structure provisoire est tout de même mise en place et des financements sont obtenus dès 1981 : Fonds social européen et FONJEP, pour le projet de paysans animateurs, ANVAR pour le YETI, contrats d'études.

Les études sont principalement réalisées par les chercheurs qui participent au groupe. L'IRSEAD (Institut de recherche sur les systèmes d'exploitation intégrés) sera créé en 1986 et donnera son label à de nombreux rapports. Sa création fait suite à cette avancée

sur les nouveaux métiers du monde rural.

Par la suite, les participants du CEP d'origine se sont peu à peu dispersés. Chercheurs et animateurs, pour des raisons souvent professionnelles ; agriculteurs, parce que mobilisés sur d'autres thèmes (accueil et vente directe). Le pôle recherche, action, formation n'a pas vu le jour, et les différents autres thèmes se sont autonomisés avec la création de plusieurs associations indépendantes : RELIER,

Accueil Paysan, ASFODEL (voir ci-dessous), une Scoop pour la valorisation des suites du YETI et l'AVCP sur la vente collective. Ils restent néanmoins rassemblés au sein d'un même réseau, puisqu'ils font aujourd'hui partie intégrante du secteur rural de Peuple et Culture dont la revue *Alternatives rurales* porte les couleurs.

Henri Cachau

Les actions du CEP rural

Le YETI

C'est sans doute l'action mythique du CEP, même si, du point de vue technique et économique, il est difficile de parler de réussite.

Partant du constat du prix prohibitif du matériel agricole adapté aux zones de montagne, un prototype de tracteur à chenillette polyvalent est ainsi mis au point en collaboration avec une scoop spécialisée dans le matériel agricole africain ; son originalité consiste dans la possibilité d'auto-construction par les agriculteurs et les artisans locaux à partir de matériel de récupération. En 82 trois prototypes sont réalisés et testés, des modules de formation sont mis en place sur l'auto-construction. Le Yeti donnera naissance au Mouflon, un autre tracteur, techniquement réussi, mais commercialement insatisfaisant. D'autres prototypes, comme un engin porteur de ruches, seront également réalisés.

Les Paysans Animateurs

Le travail du Cep étant limité par le manque de disponibilité des agriculteurs, il est décidé de dégager un mi-temps du travail de l'exploitation, compensé par l'embauche de remplaçants. Dès l'automne 82, un financement du Fonds social européen expérimental permet la mise en place de dix Paysans Animateurs pour trois ans, ainsi que le financement d'une logistique. Chaque Paysan Animateur est responsable de son programme de travail et intervient sur un thème développé par le CEP (vente directe, traction animale, accueil d'enfants à la ferme, auto-construction...). Ils se réunissent une fois par mois dans une sorte de "foire aux idées" où s'approfondit la réflexion ancrée sur de micro opérations de développement local. Ce dispositif permettra

une démarche de recherche collective animée par des chercheurs, notamment Pierre Muller.

Les Rencontres Nationales - RELIER

En février 82 ont lieu, à l'initiative de PEC Isère et du CEP, les rencontres de Corté portées par le mouvement national. Elles correspondent à une volonté du CEP de s'ouvrir sur l'extérieur. Elles verront la création d'un collectif informel : "Campagnes et Société", regroupant diverses associations (PEC, le MRJC, Nouvelles Campagnes...), et des individus souvent fonctionnaires ou vacataires du ministère de l'Agriculture ou de diverses institutions. Un "Manifeste pour l'agriculture différente" est rédigé et signé par les participants. Des rencontres seront organisées régulièrement jusqu'en 85 où, partant du constat

qu'elles perdent de plus en plus leurs liens avec les agriculteurs, PEC décide de créer l'association Relier (Réseau d'expérimentation et de liaisons des initiatives en milieu rural), aujourd'hui affiliée à l'Union Peuple et Culture.

L'Accueil Paysan

Expérimenté en 83 par un Paysan Animateur et un stagiaire de l'école de PEC, l'accueil à la ferme se structure en 87 par la naissance de l'association Accueil Paysan qui travaille sur la législation et la mise en place de formations liées à la connaissance de l'environnement.

La formation Exploitant rural

Issu des différentes études réalisées au sein du CEP, le nouveau métier "d'exploitant rural" obtient, en 85/87, de la mission "Nouvelles Qualifications", qui recherche des lieux

d'expérimentation, un financement qui permettra une 1^{ère} formation sur deux ans réalisée conjointement par PEC Isère et le CFPPA de La Côte St André. Grâce à un financement de l'Agefaforia (Fonds de formation de l'industrie agro-alimentaire), l'expérience sera poursuivie puis transférée au Pradel, en Ardèche, lors de la crise financière de PEC Isère en 92, avec le soutien du ministère de l'Agriculture et du mouvement national, et avec la création de l'association Asfodel.

Alternatives Paysannes

Mis en place pour donner écho aux travaux de réflexion du CEP, ce bimestriel sort son premier numéro en 81. En 92, la revue, reprise par le mouvement national, prend le nom d'*Alternatives rurales* et cherche à devenir l'expression de tout le réseau rural de PEC.

Aventures de l'EM

A l'invitation de Peuple et Culture, une quarantaine de praticiens de l'entraînement mental étaient rassemblés à Châtenay-Malabry du 23 au 25 septembre dernier. La première édition d'une rencontre d'échanges et d'exploration théorique qui pourrait bien devenir annuelle.

Éducation populaire

En décembre dernier, deux journées d'étude intitulées *Animateurs et équipements au tournant des années soixante-dix, l'effet 68 ?* se sont tenues à l'IRESO, à l'initiative de Peuple et Culture. Conçues par un groupe de chercheurs réunis par Geneviève Poujol, elles proposaient un repérage et un début d'analyse des évolutions traversées par l'éducation populaire à cette période, en résonance ou non avec les

événements de Mai 68. Dans le cadre de la collaboration entreprise avec l'INJEP, les actes de ces journées devraient faire l'objet d'une nouvelle publication. A suivre...

Le PNN pose sa hotte

Pour sa quatrième édition, le festival de musique rock *Le Père Noël Noir*, organisé par PEC Allier, auquel se sont joints cette année de nouveaux partenaires associatifs et institutionnels locaux, a pris de l'ampleur : pendant près de 10 jours (du 9 au 18 décembre dernier), différents espaces de Monluçon ont accueilli des musiciens venus de tous les horizons, musicaux et géographiques. Si l'intervention du sociologue Marc Touché sur les mouvements musicaux était quelque peu en décalage avec les attentes des organisateurs, le concert de Khaled, en revanche, a su rassembler des habitants de toute la ville, venus, en famille, écouter le

chanteur de musique raï : un grand moment de partage de la culture, grâce à l'implication des jeunes et des femmes du quartier de Fonbouillant associés depuis des mois par l'équipe de PEC Allier à la préparation du festival.

Aventuriers du rural

Nouvelle étape dans le travail de démultiplication de la formation "exploitant rural" lancé par PEC il y a 2 ans, Jean Le Monnier et Pierre Muller viennent de publier les résultats de leur enquête sur les parcours d'installation des exploitants ruraux. Cette étude est disponible, sur demande, au siège de l'Union (*Les aventuriers du monde rural*, 94 pages, oct. 94, prix 100 F).

Cycle sur l'exclusion

Le groupe de réflexion de PEC Loire-Atlantique reprend, pour la troisième sai-

son, son cycle de rencontres sur l'analyse des phénomènes d'exclusion. Cette année, il a choisi de traiter la question sous un angle quelque peu différent : il s'agit d'aborder le problème en réfléchissant au concept et aux enjeux du "vivre ensemble". Chaque séance se déroule en deux temps : le vendredi soir, un intervenant vient apporter un éclairage théorique sur le thème retenu, et le samedi matin, les participants peuvent débattre, échanger et confronter leurs analyses en présence de l'intervenant. Les rencontres prévues :

- *Il faut un temps pour tout*, avec Bernard Ginisty, philosophe, et Alain Thalineau, sociologue, les 27 et 28 janvier 95 à Nantes.
- *Vivre ensemble : à quelles contradictions sommes-nous confrontés ?*, mars 95.
- *Quels espaces pour vivre ensemble*, mai-juin 95.
- *Sur quoi se fonde le vivre ensemble ?*, septembre-octobre 95.
- *Vivre ensemble : quelles solidarités ? La*

"faillite" des grands systèmes de solidarité, les tentatives de solidarités spontanées et parallèles, novembre-décembre 95.

PEC Loire-Atlantique, tél. : 40 48 42 37.

"Welcome back"

L'association de la Haute-Normandie a connu, au sein de Peuple et Culture, une histoire fragmentée : groupe régional de Peuple et Culture de 1954 au début des années 70, elle est ensuite devenue Education et Culture. Après plus de 20 ans, le mouvement est inversé et l'association rejoint l'Union, officiellement depuis décembre dernier, sous le nom retrouvé de PEC Haute-Normandie. Bienvenue à Jean Gondonneau, président, et à toute son équipe.

Peuple et Culture Haute-Normandie, CRICS, 2 rue Saint Gorgon, BP 5, 76380 Canteleu, tél. : 32 83 35 77. Parmi les activités proposées, l'association a

mis en place un espace d'autoformation : l'autodidacthèque. Réservé en priorité à un public en difficulté (RMistes, chômeurs longue durée...) dans le cadre d'une convention de formation, cet espace est gratuit et ouvert à tous sur une large plage horaire. Par le biais d'un accompagnement individualisé, il permet aux personnes qui le désirent de se former dans divers domaines (français, mathématiques, langues, bureautique, comptabilité, mécanique...) à l'aide d'ordinateurs dotés de programmes éducatifs. Contact : *L'Autodidacthèque*, 63 rue des Limites, 76100 Rouen, tél. : 35 73 59 41.

Les 18/20 de PEC Isère

Les "18/20", ou, dit autrement, les débats-rencontres sur le thème de la citoyenneté organisés par Peuple et Culture Isère, proposent un espace d'analyses et de débat autre que celui des instances de

l'association.

Trois rencontres ont eu lieu depuis septembre 94 : *Action sociale ici, aide humanitaire là-bas* (décembre 94), *Citoyenneté et relations Nord-Sud* en collaboration avec Culture et Développement (17/01/95) et *Jeux de société et citoyenneté* en collaboration avec la Maison des Jeux de Grenoble (31/01/95).

Séminaire rural

Le séminaire du développement local en milieu rural a entamé, depuis novembre 94, son quatrième cycle de rencontres. Après deux séances consacrées respectivement à la création d'activités économiques en milieu rural et aux relations entre urbains et ruraux, le séminaire se penchera sur *la culture dans le développement local*, le lundi 13 mars, puis sur *les dynamiques européennes et le développement rural*, le lundi 12 juin 95. Union PEC : (1) 49 29 42 80.

PEC LR fait peau neuve

PEC Languedoc-Roussillon vient d'intégrer de nouveaux locaux : l'équipe est maintenant installée au 6, rue du Clos René, 34000 Montpellier (les numéros de téléphone et de télécopie restent identiques). Et puisqu'un changement arrive rarement seul, Laure Tougard est la nouvelle secrétaire générale de PEC LR. René Monségur, quant à lui, se consacre désormais à l'IFAD Institut (toujours situé au 18 avenue de Maurin) et assure, au sein de l'Union régionale, un travail de coordination et d'animation pédagogiques.

A paraître en avril 95

aux Presses Universitaires de Grenoble, *Des camps au génocide, la politique de l'impensable*, un livre de Geneviève Decrop.

Rubrique réalisée par C. Vivodtzev

de
la
lettre

peuple et culture

Le numéro 12 de la Lettre de
Peuple et Culture a été
tiré en 1 700 exemplaires.

Directeur de la publication :
Jean-François Chosson

Conseillère de la rédaction :
Corinne Baudelot

**Secrétariat de rédaction
et maquette :**

Catherine Beaumont

Conseillère artistique :
Nathalie Froissart

Impression :

L'Arbre Aux Papiers,
Le Mans

ISSN : 1259-2331

Peuple et Culture
108 - 110 rue Saint Maur
75011 Paris
Tél. : (1) 49 29 42 80